



CONSEIL COMMUNAL DU 19 JUIN 2024
GEMEENTERAAD VAN 19 JUNI 2024

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Enseignement francophone - Enseignement de promotion sociale - Déclaration des emplois vacants au 15 avril 2024.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2^o et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 *bis*, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1^{er} à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 108 à 116, 143 et 149 de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 12 *bis*, §§ 2 et 3, 24, § 2, alinéa 1^{er}, 27 à 30 et 53 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 82, 111 *bis*, 136, 137 et 139 du Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

Vu les articles 2 et 14 du Décret du 10 avril 1995 fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu les articles 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 à 35, 98 et 102 du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1^{er}, 8 à 12, 15, 17, et 19 à 20 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné, lequel fixe les modalités relatives à la communication annuelle de la liste des emplois vacants, et celles des candidatures à la priorité pour les désignations du personnel temporaire de l'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 3

du 17 mai 1995 par lequel la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné a déterminé les modalités relatives à la communication annuelle de l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants ;

Considérant qu'il résulte des articles 1^{er} et 24 du Décret du 6 juin 1994 précité que les membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement officiel subventionné qui souhaitent faire usage de leur droit à la priorité doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature avant le 31 mai par lettre recommandée adressée au pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité ; que cette priorité est valable pour tous les emplois vacants, ainsi que pour les emplois non-vacants qui donnent lieu à un remplacement pour une période initiale ininterrompue d'au moins quinze semaines ; que la lettre recommandée mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature ; que l'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante ;

Considérant que la circulaire 8884 du 7 avril 2023 a prévu que les actes de candidature ou l'exercice de cette priorité prévu par le décret du 6 juin 1994 pourront également se réaliser par voie électronique ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné prévoit que les candidatures pour l'exercice du droit à la priorité doivent avoir lieu sur base de la liste des emplois déclarés vacants durant l'année scolaire en cours, laquelle est communiquée par le pouvoir organisateur :

- par insertion dans le cahier de communication de chaque établissement d'enseignement, avec obligation pour le personnel de parapher après la prise de connaissance ;
- par affichage de la liste dans la salle des professeurs ;
- par envoi recommandé à tous les enseignants qui n'auront pu être contactés ;

Considérant que l'article 31 du Décret du 6 juin 1994 précité prévoit par ailleurs que chaque année scolaire, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur procède à un appel aux candidats à la nomination définitive en vue de pourvoir les emplois vacants au 15 avril qui précède, et qui demeurent vacants le 1^{er} octobre suivant ; qu'à cette fin, le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés suivant les modalités fixées par les Commissions paritaires locales ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 de la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné dispose que les candidatures à la nomination à titre définitif dans les emplois vacants doivent être introduites avant le 31 mai de l'année en cours, par lettre recommandée adressée à l'Echevin de l'Instruction publique, ou par dépôt contre accusé de réception au Service de l'Instruction publique ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

De déclarer vacants au 15 avril 2024, dans l'enseignement de promotion sociale, les emplois subventionnés suivants :

SECONDAIRE INFERIEUR

240 périodes d'anglais (UF1 et UF2)

240 périodes de français (UFDA et UFDB)

SECONDAIRE SUPERIEUR

En « Auxiliaire de l'enfance » :

120 périodes de Découverte du métier

20 périodes de Stage d'observation

240 périodes d'Accueil des enfants dans une structure collective : bases méthodologiques

80 périodes de déontologie professionnelle

400 périodes d'Approfondissement théorique

200 périodes d'Accueil des enfants à domicile et en collectivité : approfondissement méthodologique

200 périodes d'Accueil des enfants durant leur temps libre : approfondissement méthodologique

40 périodes de stage d'insertion
40 périodes de stage d'intégration
20 périodes de stage en centre de vacances
40 périodes d'épreuve intégrée

SUPERIEUR COURT ECONOMIQUE

240 périodes d'Anglais (UE4, UE5 et UE6)
160 périodes de Néerlandais (UE2 et UE3)
160 périodes d'Espagnol (UE2 et UE3)
20 périodes de stage d'insertion professionnelle
20 périodes de stage d'intégration professionnelle en agence
20 périodes de stage d'intégration professionnelle en tourisme réceptif
20 périodes d'épreuve intégrée
100 périodes de Techniques de gestion de l'information – niveau 1
90 périodes de Techniques de base de la communication digitale

Secrétariat

36 heures hebdomadaires de secrétaire-économiste
18 heures de secrétaire-éducateur

Article 2 :

De ratifier la liste des emplois vacants au 15 avril 2024 ainsi que l'appel à candidatures diffusés par le Service de l'Instruction publique pour l'exercice du droit à la priorité du personnel temporaire et pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants au 15 avril 2024.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Franstalig onderwijs - Onderwijs voor sociale promotie - Verklaring van de vacante betrekkingen op 15 april 2024.

2 Enseignement francophone - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit - Déclaration des emplois vacants au 15 avril 2024.

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2^o et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 bis, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1^{er} à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 108 à 116, 143 et 149 de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 12 *bis*, §§ 2 et 3, 24, § 2, alinéa 1^{er}, 27 à 30 et 53 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 à 35, 98 et 102 du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 56 et 129 du Décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu les articles 1^{er}, 8 à 13, 16, 19, et 21 à 22 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné, lequel fixe les modalités relatives à la communication annuelle de la liste des emplois vacants, et celles des candidatures à la priorité pour les désignations du personnel temporaire de l'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 par lequel la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné a déterminé les modalités relatives à la communication annuelle de l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants ;

Considérant qu'il résulte des articles 1^{er} et 24 du Décret du 6 juin 1994 précité que les membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement officiel subventionné qui souhaitent faire usage de leur droit à la priorité doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature avant le 31 mai par lettre recommandée adressée au pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité ; que cette priorité est valable pour tous les emplois vacants, ainsi que pour les emplois non-vacants qui donnent lieu à un remplacement pour une période initiale ininterrompue d'au moins quinze semaines ; que la lettre recommandée mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature ; que l'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante ;

Considérant que la circulaire 8884 du 7 avril 2023 a prévu que les actes de candidature ou l'exercice de cette priorité prévu par le décret du 6 juin 1994 pourront également se réaliser par voie électronique ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné prévoit que les candidatures pour l'exercice du droit à la priorité doivent avoir lieu sur base de la liste des emplois déclarés vacants durant l'année scolaire en cours, laquelle est communiquée par le pouvoir organisateur :

- par insertion dans le cahier de communication de chaque établissement d'enseignement, avec obligation pour le personnel de parapher après la prise de connaissance ;
- par affichage de la liste dans la salle des professeurs ;
- par envoi recommandé à tous les enseignants qui n'auront pu être contactés ;

Considérant que l'article 31 du Décret du 6 juin 1994 précité prévoit par ailleurs que chaque

année scolaire, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur procède à un appel aux candidats à la nomination définitive en vue de pourvoir les emplois vacants au 15 avril qui précède, et qui demeurent vacants le 1^{er} octobre suivant ; qu'à cette fin, le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés suivant les modalités fixées par les Commissions paritaires locales ; Considérant que le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 de la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné dispose que les candidatures à la nomination à titre définitif dans les emplois vacants doivent être introduites avant le 31 mai de l'année en cours, par lettre recommandée adressée à l'Echevin de l'Instruction publique, ou par dépôt contre accusé de réception au Service de l'Instruction publique ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

De déclarer vacants au 15 avril 2024, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les emplois subventionnés suivants :

Académie de Musique et des Arts de la Parole :

- 22 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité piano ;
- 12 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité accompagnement au piano ;
- 7 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité violoncelle ;
- 1 période hebdomadaire pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité accordéon chromatique ;
- 6 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation musicale ;
- 2 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur d'ensemble instrumental ;
- 2 périodes hebdomadaire pour l'emploi de professeur de rythmes et rythmiques ;
- 2 périodes hebdomadaire pour l'emploi de professeur d'écriture musicale ;
- 3 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité trompette ;
- 11 périodes de surveillant-éducateur ;

Académie de Dessin et des Arts visuels :

- 12 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation pluridisciplinaire ;
- 12 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de peinture ;
- 8 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de photographie ;
- 8 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de vidéographie ;
- 1 période hebdomadaire pour l'emploi de professeur d'histoire de l'art ;
- 7 périodes de surveillant-éducateur.

Article 2 :

De ratifier la liste des emplois vacants au 15 avril 2024 ainsi que l'appel à candidatures diffusés par le Service de l'Instruction publique pour l'exercice du droit à la priorité du personnel temporaire et pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants au 15 avril 2024, conformément aux modalités fixées par les Protocoles d'accord n° 2 et 3 adoptés le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais

prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Franstalig onderwijs - Secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan - Verklaring van de vacante betrekkingen op 15 april 2024.

3 Enseignement francophone – Enseignement maternel communal francophone - Appel à candidatures pour l'engagement-désignation à titre temporaire dans une fonction de direction à l'Ecole n° 15 « Les Lutins du Petit Bois ».

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1er, 2° et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1er, § 2, 3, 6, § 1er, VIII, 7, 7 bis, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1er à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 143 et 149, 2° de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1er, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1er, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 1er, 12 bis, 24, § 2, alinéa 1er, 28, alinéa 1er, 3° de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1er, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1er, 34, 52 quater et 102 du Décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1er, 32, 56 à 59 bis, 99, 100, 102 et 141 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement ;

Vu les articles 1er et 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 portant exécution de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu les articles 1er à 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 déterminant le plan de formation relatif au volet inter-réseaux de la formation initiale des directeurs ;

Vu les articles 1er à 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 approuvant les plans de formation relatifs au volet réseau de la formation initiale des directeurs ;

Vu les articles 1er 3 à de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2019 fixant les modèles d'appel à candidatures pour les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Vu les articles 1er à 5 du Règlement organisant la procédure de sélection des candidats aux fonctions de promotion et de sélection dans les établissements d'enseignement communal francophone de Molenbeek-Saint-Jean, tel qu'adopté par délibération du Conseil communal du 22 janvier 2020 ;

Considérant que la directrice nommée, Madame ANTOINE Emmanuelle, de l'Ecole maternelle

communale n° 15 « Les Lutins du Petit Bois » est absente depuis le 8 janvier 2024 et le sera encore, au moins, jusqu'au 5 juillet 2024 ;

Considérant que Madame VANVOLSEM occupe le poste de direction temporaire, pour une durée égale ou inférieure à 15 semaine, depuis le 11 mars 2024 ;

Considérant que rien ne nous permet de dire que Madame Antoine sera présente à la rentrée 2024-2025 ;

Considérant que, pour anticiper une éventuelle absence, nous faisons déjà valider un projet d'appel à candidatures ;

Considérant que cet appel ne sera diffusé que si et seulement si Madame ANTOINE Emmanuelle est absente à la rentrée ;

Considérant que la Commission paritaire locale de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a été consultée par mail concernant le profil de fonction et le projet d'appel à candidatures en vue de la désignation à titre temporaire au poste de direction de l'Ecole maternelle n° 15 ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 57 du Décret du 2 février 2007 précité :

« Nul ne peut être admis au stage dans la fonction de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :

1° être porteur d'un titre du niveau bachelier au moins ;

2° être porteur d'un des titres pédagogiques listés à l'article 100 ;

3° avoir une ancienneté de service de 3 ans dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 56.

Considérant qu'il y a lieu d'admettre à la désignation à titre temporaire dans la fonction de promotion de direction de l'Ecole communale n° 15 et, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et de lancer un appel à candidatures ;

DECIDE :

Article 1 :

D'arrêter le profil de fonction de directeur / directrice de l'Ecole maternelle communale n° 15, « Les Lutins du Petit Bois », tel qu'il est repris en annexe de la présente délibération.

Article 2 :

De lancer l'appel à candidatures prescrit par l'article 56, § 2 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, en vue de la désignation à titre temporaire dans la fonction de direction de l'Ecole maternelle n° 15, et ce dans le respect des formes prescrites par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2019 fixant les modèles d'appel à candidatures pour les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Article 3 :

D'étendre l'appel à candidatures à toute personne remplissant les conditions d'accès à la fonction, en ce compris aux personnes qui n'exercent pas de fonction dans l'enseignement organisé par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 4 :

A titre exceptionnel, par dérogation à l'article 2, § 1er, 3° du Règlement organisant la procédure de sélection des candidats aux fonctions de promotion et de sélection dans les établissements d'enseignement communal francophone de Molenbeek-Saint-Jean, d'autoriser les directions des établissements scolaires à diffuser l'appel à candidature par e-mail aux membres de leur personnel qui ne sont pas en activité de service, ou qui n'ont pu être touchés par l'entremise du cahier de communication, pour autant que le destinataire de l'envoi en accuse réception.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale

qui les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Franstalig onderwijs - Franstalig gemeentelijk kleuteronderwijs - Oproep tot sollicitaties voor tijdelijke aanstelling als hoofd van de school nr. 15 "Les Lutins du Petit Bois".

1 annexe / 1 bijlage
1. Projet d'appel.docx

4 Service PSE - Convention d'utilisation du logiciel IMS+.

LE CONSEIL,

Considérant la loi du 16 février 2017, relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modification ultérieures;

Considérant la loi du 17 juin 2016, relative aux marchés publics, en particulier l'article 42, §1 d)ii (absence de concurrence pour raisons techniques) ;

Considérant que l'asbl IMS+ met à la disposition de ses affiliés, des services de promotion de la santé à l'école (PSE), sa solution logicielle de gestion centralisée IMS+, pour assurer : le suivi des dossiers médicaux des élèves ; la gestion administrative de la population scolaire ; a gestion du planning des activités du service ; la gestion du reporting ;

Considérant que l'utilisation de ce logiciel est primordiale pour la bonne gestion du service ;

Vu la délibération #012/22.06.2023/B/0113#, laquelle a approuvé la dépense de 2.269.84€ pour la maintenance du logiciel IMS ;

Considérant qu'une nouvelle délibération sera faite en 2024 ;

Considérant que les crédits pour 2024 ont été inscrits au budget 2024 ;

Considérant que de l'ordre est actuellement mis dans les conventions d'utilisation du logiciel IMS+, raison pour laquelle une mise à jour de celle-ci est demandée ;

Considérant qu'une version de la convention est annexée ;

DECIDE :

Article unique :

De valider la convention d'utilisation du logiciel IMS+, indispensable au bon fonctionnement quotidien du centre PSE.

PSE Dienst - IMS+ software gebruikersovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 16 februari 2017 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en de latere wijzigingen ervan;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, in het bijzonder artikel 42, §1 d)ii (afwezigheid van mededinging om technische redenen);

Overwegende dat de vzw IMS+ haar gecentraliseerde beheerssoftwareoplossing IMS+ ter beschikking

stelt van haar filialen, de diensten voor gezondheidsbevordering op scholen (PSE), met het oog op: de opvolging van de medische dossiers van de leerlingen; het administratief beheer van de schoolbevolking; het beheer van de planning van de activiteiten van de dienst; het beheer van de rapportering;

Overwegende dat het gebruik van deze software essentieel is voor het goede beheer van de dienst;

Gezien resolutie #012/22.06.2023/B/0113#, waarin de uitgave van 2.269,84 euro voor het onderhoud van de IMS-software wordt goedgekeurd;

Overwegende dat in 2024 een nieuw besluit zal worden genomen;

Overwegende dat de kredieten voor 2024 in de begroting voor 2024 zijn opgenomen;

Aangezien de gebruikersovereenkomsten van de IMS+ software momenteel op orde worden gebracht, is er om een update gevraagd;

Overwegende dat een versie van de overeenkomst is bijgevoegd;

BESLUIT :

Enig artikel :

De overeenkomst goed te keuren voor het gebruik van de IMS+ software, die essentieel is voor de goede dagelijkse werking van het PSE-centrum.

5 **Enseignement néerlandophone - Fusion - De Molenketjes asbl - De Verliefde Wolk asbl.**

Nederlandstalig onderwijs - Fusie - De Molenketjes vzw - De Verliefde Wolk vzw IBO.

DE RAAD

Gezien de oprichting van de vzw “De Molenketjes” (ondernemingsnr 0563.346.207) op datum van 26 september 2014 met als doel, Titel II Artikel 2, de oprichting, de organisatie, de coördinatie en het beheer van de Nederlandstalige opvang en andere initiatieven die bijdragen tot maximale ontwikkelingskansen van de doelgroep 0-12 jaar op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de Beheersovereenkomst 2015-2019 tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Molenketjes vzw, telkens stilzwijgend verlengd voor een periode van één jaar, goedgekeurd op de gemeenteraad van 17 december 2014 ;

Gezien het Convenant tussen de VGC en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek goedgekeurd op de gemeenteraad van 20 december 2023 omtrent de inbedding van de Brede school binnen de gemeentelijke structuren;

Gelet dat de Vlaamse overheid streeft naar een geïntegreerd aanbod van buitenschoolse opvang en activiteiten (BOA) voor alle kinderen en gezinnen. Dat alle lokale spelers (Onderwijs, Welzijn, Cultuur, Jeugd en Sport, ...) zo goed mogelijk samenwerken waarbij het lokaal bestuur de regie in handen heeft en stippelt met de verschillende partners een lokaal buitenschools beleid uit ;

Gelet op de vraag van “De Verliefde Wolk” vzw (ondernemingsnr 0731.798.187) opgericht op datum van 1 augustus 2019 met als doel, Artikel 5, het Initiatief voor Buitenschoolse Opvang (IBO) “De Verliefde Wolk” buitenschoolse opvang organiseren voor kinderen uit het kleuter- en basisonderwijs, voor een diepgaande samenwerking tussen de beide vzw’s;

Gezien dit integratieproces, IBO De verliefde Wolk – De Molenketjes VZW, gesteund is door de VGC met onder andere een subsidie voor het begeleiden van beide vzw’s sinds begin 2022 ;

Gelet dat dit proces ondersteund en begeleidt wordt door het consultatiebureau Strategies & Leaders;

Gelet op de voordelen van een fusie tussen beide vzw’s : behouden van de kindplaatsen binnen de

gemeente, optimalisatie en schaalvergroting van de buitenschoolse kinderopvang, één overkoepelende speler voor de buitenschoolse kinderopvang binnen Sint-Jans-Molenbeek, spreiding en/of herlocatie van de kinderopvanglocaties over gans de gemeente, beter perspectief voor de medewerkers (doorstroomplan) en verloning, een schaalvergroting waarbij de toekomst van de buitenschoolse opvang hertekend wordt, één strategische en operationele samenwerkingspartner in de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de VGC en voor de gemeente, binnen het BOA-decreet toegankelijkheid VGC subsidies voor opvang – buitenschoolse activiteiten en binnenschoolse opvang ;

BESLUIT

Enig artikel :

Zijn goedkeuring te verlenen voor een fusie tussen De Verliefde Wolk vzw en De Molenketjes vzw volgens bijgevoegde statuten.

1 annexe / 1 bijlage

DM_Statuten - finaal_2024.pdf

-
- 6 **Département Infrastructures et Développement urbain - Marché de services relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de l'aménagement paysager du site scolaire comprenant les écoles 11, 12 (francophones) et Paloke (néerlandophone) ainsi que de leurs abords ; de la construction de nouveaux bâtiments scolaires pour les écoles 11 et 12 ; de la rénovation et la mise aux normes énergétiques des pavillons type "expo 58" situés 1001 Chaussée de Ninove à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Fixation et approbation des conditions du marché et de l'avis de marché - CDC 24.010.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Considérant que le site comprenant les écoles 11, 12 (francophones) et Paloke (néerlandophone) est constitué en grande partie de pavillons provisoires de faible qualité dont certains, vétustes, contiennent de l'amiante ;
Considérant que les écoles ont besoin de locaux et espaces supplémentaires pour le bon fonctionnement des écoles ;
Considérant qu'une étude programmatique commandée par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, réalisée par le bureau d'étude Zamponi Architects, a été approuvée par le collège communal en date du 1er décembre 2022 ;
Considérant que cette étude a été présentée et approuvée par la Région en date du 9 février 2024, à condition de suivre certaines recommandations ;
Considérant que, dès lors, il y a lieu de lancer un marché de service relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de l'aménagement paysager du site scolaire comprenant les écoles 11, 12 (francophones) et Paloke (néerlandophone) ainsi que de leurs abords ; de la construction de nouveaux bâtiments scolaires pour les écoles 11 et 12 ; de la rénovation et la mise aux normes énergétiques des pavillons type "expo 58" situés 1001 Chaussée de Ninove à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;
Considérant que le marché n'est pas divisé en lots ;
Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, le

document de candidature et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être estimée à 1.447.096,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 303.890,16 EUR), soit 1.750.986,16 EUR TVAC ;

Considérant qu'une somme forfaitaire de 7000 EUR TVAC sera attribuée à titre de défraiement aux soumissionnaires non-retenus, pour autant que ceux-ci aient introduit une offre jugée régulière et qu'ils aient obtenu un minimum de 50% des points ;

Considérant que les crédits nécessaires pour le marché de services relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de l'aménagement paysager du site scolaire comprenant les écoles 11, 12 (francophones) et Paloke (néerlandophone) ainsi que de leurs abords ; de la construction de nouveaux bâtiments scolaires pour les écoles 11 et 12 ; de la rénovation et la mise aux normes énergétiques des pavillons type "expo 58" situés 1001 Chaussée de Ninove à 1080 Molenbeek-Saint-Jean seront prévus au budget extraordinaire de l'exercice 2025, (sous réserve d'approbation du budget communal 2025 par le conseil communal et par la Tutelle), et qu'ils seront couverts par emprunts, pour un montant de 1.750.986,16 EUR TVAC comprise ;

Considérant que, conformément à l'article 38, §1, 1°, b) de la loi du 17 juin 2016, une procédure concurrentielle avec négociation est autorisée pour ce marché de services ;

Considérant que le présent marché de services d'auteur de projet rentre bien dans l'hypothèse visée par l'article 38, §1er, 1°, b) (« (...) les services objets du marché incluent la conception ou les solutions innovantes »). En effet, les marchés d'auteur de projet portent nécessairement sur de la conception pour le pouvoir adjudicateur (de plans, de projets, etc.). Dans de tels cas, des négociations seront souvent nécessaires afin de garantir que le service en question répond bien aux besoins du pouvoir adjudicateur ;

Considérant que compte tenu du fait que le montant de la dépense estimée est supérieur aux seuils fixés à l'article 11, 3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017, les règles de la publication européenne sont d'application, conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 18 avril 2017; en effet, la dépense globale estimée pour les honoraires est supérieure à 221.000,00 EUR HTVA ;

Considérant qu'après l'examen du droit d'accès et de la sélection qualitative des candidats ayant déposé un dossier de candidature recevable, seuls trois candidats seront retenus et invités à soumissionner ;

Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publication au Bulletin des Adjudications ainsi qu'au Journal Officiel de l'Union Européenne ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver et de faire sien les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, le document de candidature et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de services relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de l'aménagement paysager du site scolaire comprenant les écoles 11, 12 (francophones) et Paloke (néerlandophone) ainsi que de leurs abords ; de la construction de nouveaux bâtiments scolaires pour les écoles 11 et 12 ; de la rénovation et la mise aux normes énergétiques des pavillons type "expo 58" situés 1001 Chaussée de Ninove à 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2

De passer le marché de services par la procédure concurrentielle avec négociation (publicité européenne) conformément à l'article 38, §1er, 1°, b) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3

D'approuver la dépense estimée à 1.447.096,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 303.890,16 EUR), soit 1.750.986,16 EUR TVAC, en ce qui concerne les honoraires, dont les crédits nécessaires seront prévus au budget extraordinaire de l'exercice 2025, (sous réserve d'approbation du budget 2025 par le Conseil communal et par la Tutelle) et de la financer par emprunts.

Article 4

D'approuver les dépenses à titre de défraiement des offres non-retenues pour un montant de 2x 7000 EUR TVAC et de les financer par emprunts. La dépense à ce sujet sera aussi prévue au budget 2025.

Departement Infrastructuuren en Stedelijke ontwikkeling - Opdracht voor diensten met

betrekking tot de volledige missie van projectontwerper voor de inrichting van het landschap van de scholen 11 en 12 (Franstalig) en Paloke (Nederlandstalig) en hun omgeving; de bouw van nieuwe schoolgebouwen voor de scholen 11 en 12; de renovatie en aanpassing aan de energienormen van de paviljoenen van het type “Expo 58” gelegen Ninoofsesteenweg 1001, 1080 Sint-Jans-Moenbeek - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de aankondiging van de opdracht – Bestek 24.010.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen ;
Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 en zijn latere wijzigingen ;
Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen ;
Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;
Overwegende dat de site van de scholen 11 en 12 (Franstalig) en Paloke (Nederlandstalig) grotendeels bestaat uit tijdelijke paviljoenen van slechte kwaliteit, waarvan sommige verouderd zijn en asbest bevatten;
Overwegende dat de scholen extra lokalen en ruimte nodig hebben voor de goede werking van de scholen;
Overwegende dat een voorafgaande programmatische studie in opdracht van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, uitgevoerd door het studiebureau Zampone Architects, op 1 december 2022 door het college van burgemeester en schepenen werd goedgekeurd;
Overwegende dat deze studie werd voorgelegd en goedgekeurd aan/door het Gewest op 9 februari 2024, onder voorbehoud van het volgen van bepaalde aanbevelingen;
Overwegende dat, bijgevolg, een opdracht voor diensten met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper voor de inrichting van het landschap van de scholen 11 en 12 (Franstalig) en Paloke (Nederlandstalig) en hun omgeving; de bouw van nieuwe schoolgebouwen voor de scholen 11 en 12; de renovatie en aanpassing aan de energienormen van de paviljoenen van het type “Expo 58” gelegen aan de Ninoofsesteenweg 1001, 1080 Sint-Jans-Moenbeek, moet gelanceerd worden;
Overwegende dat de opdracht niet verdeeld is in percelen;
Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen, het document van de kandidatuur en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;
Overwegende dat de globale uitgave voor de honoraria voor deze opdracht voor diensten geraamd wordt op 1.447.096,00 EUR excl. BTW (BTW 21% hetzij 303.890,16 EUR), hetzij 1.750.986,16 EUR incl. BTW;
Overwegende dat een forfaitaire som van 7000 EUR btw incl. zal toegekend worden ter vergoeding van de niet-weerhouden inschrijvers, voor zover zij een regelmatige offerte hebben ingediend en zij minstens 50% van de punten hebben behaald;
Overwegende dat de nodige kredieten voor de opdracht voor diensten met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper voor de inrichting van het landschap van de scholen 11 en 12 (Franstalig) en Paloke (Nederlandstalig) en hun omgeving; de bouw van nieuwe schoolgebouwen voor de scholen 11 en 12; de renovatie en aanpassing aan de energienormen van de paviljoenen van het type “Expo 58” gelegen Ninoofsesteenweg 1001, 1080 Sint-Jans-Moenbeek, zullen voorzien worden op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025, (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid) en dat zij door leningsgelden zullen gedekt worden, voor een bedrag van 1.750.986,16 EUR Incl. btw;
Overwegende dat overeenkomstig artikel 38, §1, 1°, b) van de wet van 17 juni 2016, een mededingingsprocedure met onderhandeling toegelaten is voor deze opdracht voor diensten ;
Overwegende dat deze opdracht van diensten voor een volledige missie van projectontwerper, goed past in de hypothese bedoeld in artikel 38, §1, 1°, b) (“(...) de diensten waarop de opdracht betrekking heeft, bevatten ontwerp- of innovatieve oplossingen”). Deze opdrachten voor projectontwerper hebben immers noodzakelijkerwijs betrekking op het ontwerp voor de aanbestedende overheid (van plannen, projecten, enz.). In dergelijke gevallen zullen er vaak onderhandelingen nodig zijn om ervoor te zorgen dat de dienst in kwestie voldoet aan de behoeften van de aanbestedende overheid;

Overwegende dat, rekening houdende met het feit dat het bedrag van de raming hoger ligt dan de drempels die vastgelegd zijn in artikel 11, 3° van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017, de regels van de Europese bekendmaking van toepassing zijn, overeenkomstig artikel 13 van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017; de geschatte uitgave voor de honoraria is immers hoger dan 221.000,00 EUR btw excl.;

Overwegende dat na het onderzoek van het toegangsrecht en de kwalitatieve selectie van de kandidaten die een ontvankelijk kandidatuur dossier hebben ingediend, slechts drie kandidaten zullen weerhouden en uitgenodigd worden om een offerte in te dienen;

Overwegende dat de huidige opdracht gepubliceerd zal worden in het Bulletin der Aanbestedingen alsook in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Gelet op art. 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1

De opdracht documenten, met name het bestek en de bijlagen, het document van de kandidatuur en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, voor de opdracht voor diensten betreffende de volledige missie van projectontwerper voor de inrichting van het landschap van de scholen 11 en 12 (Franstalig) en Paloke (Nederlandstalig) en hun omgeving; de bouw van nieuwe schoolgebouwen voor de scholen 11 en 12; de renovatie en aanpassing aan de energienormen van de paviljoenen van het type "Expo 58" gelegen Ninoofsesteenweg 1001, 1080 Sint-Jans-Moenbeek ;

Artikel 2

De opdracht voor diensten te plaatsen via een mededingingsprocedure met onderhandeling (Europese bekendmaking) overeenkomstig artikel 38, §1, 1°, b) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Artikel 3

De uitgave geraamd op 1.447.096,00 EUR excl. BTW (BTW 21% hetzij 303.890,16 EUR), hetzij 1.750.986,16 EUR incl. BTW wat betreft de honoraria goed te keuren, waarvoor de nodige kredieten zullen voorzien worden op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025, (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid) en door leningsgelden te dekken.

Article 4

De uitgave voor de vergoeding van de niet-weerhouden offertes goed te keuren voor een bedrag van 2x 7000 EUR incl. BTW en deze door leningsgelden te dekken. Deze uitgave zal ook op de begroting van 2025 voorzien worden.

7 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Service Marchés Publics - Marché de travaux relatif à la construction d'une crèche néerlandophone, de la Maison de l'Enfant et d'un point de consultation Kind en Gezin sis rue de Lessines 37/39 à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » - Opération 1.3 Crèche et accueil rue de Lessines - CDC 24.007 – Fixation et approbation des documents du marché.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matières de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant que pour réaliser les travaux de construction d'une crèche néerlandophone, de la Maison de l'enfant et d'un point de consultation Kind en Gezin sis rue de Lessines 37/39 à Molenbeek-Saint-Jean, il y a lieu de lancer un marché de travaux ;

Considérant qu'une demande de subside a été introduite dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "autour du parc de l'Ouest" pour un montant total de 906.795,83 EUR;

Considérant qu'une demande de subside a été introduite auprès de la VGC pour un montant total de 1.000.000,00 EUR ;

Considérant qu'une demande de subside a été introduite auprès de VIPA pour un montant total de 1.617.596,24 EUR ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Considérant que conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016, une procédure ouverte est autorisée pour ce marché de travaux ;

Considérant que la dépense pour le présent marché peut être estimée à 2.952.859,00 EUR HTVA (TVA 21% : 620.100,39 EUR), soit un montant de 3.572.959,39 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires (3.572.959,39 EUR TVAC, marge encore à ajouter) sont prévus à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 et qu'ils seront couverts, sous réserve d'approbation du budget communal 2024 par l'autorité de Tutelle, de la manière suivante :

- 906.795,83 EUR par les subsides dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « autour du parc de l'Ouest » (n°DC: 2966/2019);

- 1.000.000,00 EUR par les subsides de la VGC ;

- 1.617.596,24 EUR par les subsides de VIPA ;

- 841,22 EUR par emprunts ;

- 47.726,10 EUR par emprunts CQD;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de travaux relatif à la construction d'une crèche néerlandophone, de la Maison de l'enfant et d'un point de consultation Kind en Gezin sis rue de Lessines 37/39;

Article 2 :

De passer le marché de travaux par la procédure ouverte conformément à l'article 36 de la Loi du 17 juin 2016;

Article 3 :

D'approuver la dépense estimée à 2.952.859,00 EUR HTVA (TVA 21% : 620.100,39 EUR), soit un montant de 3.572.959,39 EUR TVAC (marge encore à ajouter), et de la couvrir de la manière suivante :

- 906.795,83 EUR par les subsides dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « autour du parc de l'Ouest » (n°DC: 2966/2019 - **via FDR**);

- 1.000.000,00 EUR par les subsides de la VGC ;

- 1.617.596,24 EUR par les subsides de VIPA ;

- ~~841,22 EUR~~ 48.567,32 euro par emprunts (dont 47.726,10 EUR par emprunts CQD);

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Dienst Overheidsopdrachten - Opdracht voor werken betreffende de bouw van een Nederlandstalig kinderdagverblijf, het Huis van het Kind en een Kind en Gezin consultatiepunt te Lessenstraat 37/39 in Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract « Rondom Westpark » - Operatie 1.3 Kinderdagverblijf en onthaal Lessenstraat – Bestek 24.007 - Vaststelling en goedkeuring van de documenten van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op

het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Overwegende dat voor de uitvoering van de werken betreffende de bouw van een Nederlandstalig kinderdagverblijf, het Huis van het Kind en een Kind en Gezin consultatiepunt te Lessenstraat 37/39 in Sint-Jans-Molenbeek een opdracht voor werken moet gelanceerd worden;

Overwegende dat er een subsidieaanvraag is ingediend in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "rondom Westpark" voor een totaalbedrag van 906.795,83 euro;

Overwegende dat er een subsidieaanvraag is ingediend bij de VGC voor een totaalbedrag van 1.000.000,00 euro;

Overwegende dat bij VIPA een subsidieaanvraag is ingediend voor een totaalbedrag van 1.617.596,24 euro;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht namelijk het bestek en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht die hiertoe werden opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling;

Overwegende dat deze opdracht via een openbare procedure kan gelanceerd worden in overeenstemming met artikel 36 van de wet van 17 juni 2016;

Overwegende dat de uitgave voor de huidige opdracht wordt geraamd op 2.952.859,00 EUR Excl. btw (btw 21% : 620.100,39 EUR), hetzij een bedrag van 3.572.959,39 EUR Incl. btw ;

Overwegende dat de nodige kredieten (3.572.959,39 EUR btw incl., marge nog toe te voegen) ingeschreven zijn op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024 en deze uitgave zal gedekt worden onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2024 door de Toezichthoudende overheid op volgende wijze :

- 906.795,83 euro door subsidies in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "rondom Westpark" (VR n°2966/2019);

- 1.000.000,00 euro door subsidies van de VGC;

- 1.617.596,24 euro door subsidies van VIPA;

- 841,22 euro door leningsgelden;

- 47.726,10 euro door leningsgelden in het kader van het wijkcontract;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1 :

De documenten van de opdracht, namelijk het bestek en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht die door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling opgesteld zijn voor de opdracht voor werken betreffende de bouw van een Nederlandstalig kinderdagverblijf, het Huis van het Kind en een Kind en Gezin consultatiepunt te Lessenstraat 37/39 in Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren;

Artikel 2 :

Deze opdracht voor werken op te starten via een openbare procedure overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016;

Artikel 3 :

De uitgave, geraamd op 2.952.859,00 EUR Excl. btw (btw 21% : 620.100,39 EUR), hetzij een bedrag van 3.572.959,39 EUR Incl. btw (marge nog toe te voegen), goed te keuren en deze uitgave te dekken op volgende wijze :

- 906.795,83 euro door subsidies in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "rondom Westpark" (VR n°2966/2019 **via reservefondsen**);

- 1.000.000,00 euro door subsidies van de VGC;

- 1.617.596,24 euro door subsidies van VIPA;

- **48.567,32 euro door leningsgelden (waarvan 47.726,10 euro door leningsgelden in het kader van het wijkcontract);**

1 annexe / 1 bijlage

CDC_admin_FR_+dernière+version.pdf vvv.pdf

8 **Département Infrastructures et Développement urbain - Service Marchés Publics – Contrat de quartier durable « Petite Senne » - Transformation de deux bâtiments situés au 83A et 75 Quai de l'Industrie à Molenbeek-Saint-Jean en une école de cirque pour l'asbl Circus Zonder Handen (1.074 m2) et des ateliers et bureaux pour l'asbl Cyclo (962 m2) - Collaboration entre la Commune et Beliris - Prise de connaissance et approbation des documents du marché.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu le fait que l'Accord de Coopération Beliris du 15 septembre 1993 et ses Avenants, conclu entre l'Etat fédéral belge et la Région de Bruxelles-Capitale, prévoit différentes initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Considérant le fait que la Direction Infrastructure de Transport du SPF Mobilité et Transports (ci-après Beliris) est chargée de l'étude, de l'exécution et du contrôle de ces initiatives ;

Considérant le fait que l'Accord de Coopération Beliris dans son chapitre 5 « Révitalisations des quartiers », prévoit la reconversion de deux entrepôts dans le cadre du contrat de quartier durable « Petite Senne » à Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le protocole du "contrat de quartier durable « Petite Senne » à Molenbeek-Saint-Jean" (Dossier Beliris n°4.1.62) ;

Considérant le fait que le protocole fixe les modalités de coopération entre les différentes parties ;

Considérant que le programme faisant l'objet du protocole comporte 2 volets ;

Considérant que le programme comporte, d'une part, l'opération 1.B du CQD Petite Senne, le « Labo de langue, jeu et travail » sis 83A quai de l'industrie à Molenbeek-Saint-Jean, qui prévoit la reconversion d'un entrepôt pour y accueillir un équipement d'intérêt collectif. Ci-après, cette opération est appelée « Circus » ;

Considérant que le programme comporte, d'autre part, l'opération 1.C4 du CQD Petite Senne, la « Recyclerie » sis 75 quai de l'industrie à Molenbeek-Saint-Jean qui prévoit la reconversion et l'extension d'un entrepôt en vue d'y installer des ateliers et des bureaux. Ci-après, cette opération est appelée « Cyclo » ;

Considérant que le maître d'ouvrage pour ce dossier est Beliris ;

Considérant que l'élaboration des documents du marché, la publication de l'avis de marché, l'ouverture et l'analyse des offres est entièrement prise en charge par Beliris ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer le marché conjoint de travaux de reconversion de deux entrepôts dans le cadre du contrat de quartier durable « Petite Senne » à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce marché de travaux est estimé à ce jour à 5.727.352,89 EUR HTVA, soit 6.930.097,00 TVAC;

Considérant que l'intervention financière totale de Beliris pour ce marché est strictement limitée à 4.680.097,00 EUR TVAC ;

Considérant qu'actuellement l'intervention financière totale de la commune pour ce marché est estimée à 2.250.000,00 EUR TVAC ;

Considérant que les coûts dépassant l'estimation susmentionnée seront à charge de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, à financer par emprunts;

Considérant que les crédits nécessaires pour le marché conjoint de travaux de reconversion de deux entrepôts dans le cadre du contrat de quartier durable « Petite Senne » à Molenbeek-Saint-Jean seront couverts de la façon suivante:

- 1.250.000,00 EUR TVAC réparti comme suit :
 - 500.000,00 EUR de la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie);
 - 750.000,00 EUR de la Communauté flamande via Circus Zonder Handen

- 1.000.000,00 EUR TVAC couverts par emprunts ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

De prendre connaissance et d'approuver les documents du marché relatifs au marché conjoint de travaux de reconversion de deux entrepôts dans le cadre du contrat de quartier durable « Petite Senne » à Molenbeek-Saint-Jean, établis par Beliris ;

Article 2 :

D'approuver la dépense, prévue en 2024 à l'article 9220/722/60, estimée à 1.033.057,85 EUR hors TVA (TVA 21% soit 216.942,15 EUR), soit 1.250.000,00 EUR TVAC, couverte de la façon suivante :

- Par le subside de la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) pour un montant de 500.000,00 EUR ;
- Par le subside de la Communauté flamande via Circus Zonder Handen pour un montant de 750.000,00 EUR ;

Article 3 :

D'approuver la dépense, à prévoir en 2025, estimée à 826.446,28 EUR hors TVA (TVA 21% soit 173.553,72 EUR), soit 1.000.000,00 EUR TVAC, à couvrir par emprunts.

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienst Overheidsopdrachten - Duurzaam wijkcontract "Zinneke"- Verbouwing van twee gebouwen aan de Industriekaai 83A en 75 in Sint-Jans-Molenbeek tot een circusschool voor de vzw Circus Zonder Handen (1.074 m2) en ateliers en kantoren voor de vzw Cyclo (962 m2) - Samenwerking tussen de Gemeente en Beliris - Kennisname en goedkeuring van de opdrachtdocumenten.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het feit dat het Samenwerkingsakkoord Beliris van 15 september 1993 en zijn Bijakten, afgesloten tussen de Federale Belgische Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, verschillende initiatieven voorziet om de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Overwegende het feit dat de Directie Vervoerinfrastructuur van de FOD Mobiliteit en Vervoer (hierna Beliris) belast is met de studie, de uitvoering en de controle van deze initiatieven;

Overwegende het feit dat het Samenwerkingsakkoord Beliris in haar hoofdstuk 5 "Stimulering van wijken", voorziet in de reconversie van twee pakhuizen in het kader van het duurzaam wijkcontract "Zinneke" in Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op het protocol van het duurzaam wijkcontract "Zinneke" te Sint-Jans-Molenbeek (Dossier Beliris nr. 4.1.62) ;

Overwegende het feit dat onderhavig protocol de samenwerkingsmodaliteiten vastlegt tussen de verschillende partijen ;

Overwegende dat het programma dat het voorwerp uitmaakt van onderhavig protocol tweeledig is :

- Enerzijds project 1.B van het DWC Zinneke, het « Labo voor taal, werk en spel » , gelegen te Nijverheidskaai 83A in Sint-Jans-Molenbeek, dat voorziet in de reconversie van een pakhuis tot voorziening van collectief belang. Deze operatie wordt hierna "Circus" genoemd ;

- Anderzijds project 1.C4 van het DWC Zinneke, de « Recyclerie », gelegen te Nijverheidskaai 75 in Sint-Jans-Molenbeek, dat voorziet in de reconversie en uitbreiding van een pakhuis naar ateliers en bureaus. Deze operatie wordt hierna "Cyclo" genoemd ;

Overwegende dat de bouwheer voor dit dossier Beliris is ;

Overwegende dat de opstelling van de opdrachtdocumenten, de publicatie van de aankondiging van de opdracht, de opening en de analyse van de offertes volledig ten laste zal genomen worden door Beliris ;

Overwegende dat de gezamenlijke opdracht van werken van reconversie van twee pakhuizen in het kader van het duurzaam wijkcontract "Zinneke" te Sint-Jans-Molenbeek moet worden gelanceerd ;

Overwegende dat deze opdracht van werken vandaag geschat wordt op 5.727.352,89 EUR exclusief BTW ofwel 6.930.097,00 EUR inclusief BTW;

Overwegende dat de totale financiële tussenkomst van Beliris voor deze opdracht strikt beperkt is tot 4.680.097,00 EUR incl BTW ;

Overwegende dat de huidige totale financiële tussenkomst van de Gemeente voor deze opdracht wordt geraamd op 2.250.000,00 EUR incl. BTW ;
Overwegende dat de kosten die de bovenvermelde schatting overstijgen ten laste zullen zijn van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, te financieren door leningsgelden;
Overwegende dat de nodige kredieten voor de gezamenlijke opdracht van werken van reconversie van twee pakhuizen in het kader van het duurzaam wijkcontract "Zinneke" te Sint-Jans-Molenbeek als volgt gefinancierd zullen worden:

- 1.250.000,00 EUR incl. BTW als volgt gefinancierd :
 - 500.000,00 EUR van de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) ;
 - 750.000,00 EUR van de Vlaamse Gemeenschap via Circus Zonder Handen ;
- 1.000.000 EUR incl. BTW gedekt door leningsgelden ;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Kennis te nemen van de opdrachtdocumenten betreffende de gezamenlijke opdracht van werken van reconversie van twee pakhuizen in het kader van het duurzaam wijkcontract "Zinneke" te Sint-Jans-Molenbeek, opgesteld door Beliris, en deze goed te keuren ;

Artikel 2 :

De uitgave, voorzien in 2024 op artikel 9220/722/60, geraamd op 1.033.057,85 EUR excl. BTW (BTW 21% hetzij 216.942,15 EUR), hetzij 1.250.000,00 EUR incl. BTW goed te keuren en als volgt te financieren :

- Door de subsidie van de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) voor een bedrag van 500.000,00 EUR ;
- Door de subsidie van de Vlaamse Gemeenschap via Circus Zonder Handen voor een bedrag van 750.000 EUR ;

Artikel 3 :

De uitgave, te voorzien in 2025, geraamd op 826.446,28 EUR excl. BTW (BTW 21% hetzij 173.553,72 EUR), hetzij 1.000.000,00 EUR incl. BTW goed te keuren en te financieren door leningsgelden.

9 **Département Infrastructures et Développement urbain - Service des marchés publics - Entretien et dépannage des installations HVAC pour l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean via la centrale d'achat CREAT - Approbation de l'adhésion à un marché spécifique.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 décembre 2023, décidant e.a.:

Article 1 :

D'adhérer, au plus tard le 29 décembre 2023, à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS), selon les statuts de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services et selon le dossier d'adhésion joint en annexe de la présente délibération pour en faire partie intégrante ;

Article 2 :

De communiquer la présente décision à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) ;

Article 3 :

De désigner Madame Saliha Raiss, échevine en charge des Travaux publics, en tant que membre effectif, et Monsieur Olivier Mahy, échevin en charge du Logement, en tant que suppléant, à l'assemblée générale à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS).

Article 4

De prévoir 4.750 EUR à l'article 1040/816-51 du budget extra-ordinaire de l'exercice 2024.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'entretien (périodique) et au dépannage (lors de panne) des installations HVAC de différents (type de) bâtiments communaux dans le cadre de la maintenance du patrimoine immobilier en vue du respect de l'obligation légale et du bon fonctionnement des bâtiments;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a pour cela la possibilité de lancer un nouveau marché ou de faire appel à la centrale d'achat CREAT, accessible à la commune de par son adhésion à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS);

Considérant que l'offre de CREAT consiste en :

- une expertise en matière de l'achat public et donc la législation en matière de marchés publics ;
- une volonté d'obtenir les meilleurs prix pour les volumes de commandes importants vu le regroupement des entités publiques ;
- la possibilité laissée aux entités publiques de mettre le focus sur ses missions administratives et techniques;

Considérant dès lors qu'il s'avère opportun de privilégier l'entretien et le dépannage des installations HVAC via la centrale d'achat CREAT en faisant appel au marché public "Gestion et/ou entretien installations techniques: HVAC, électricité et sanitaire (et éventuellement traitement eau piscine)" d'une durée de 4 ans, valable jusqu'au 14/9/2025;

Considérant que cette dépense est estimée à 375.000 EUR HTVA, soit 453.750 EUR TVAC (21%), révision des prix compris;

Considérant que la dépense est inscrite au budget ordinaire de l'exercice 2024 aux articles suivants (sous réserve d'approbation du budget communal 2024 par l'autorité de tutelle): 7220/125-06, 8440/125-06, 1040/125-06, 1370/125-06, 7610/125-06, 8780/125-06, 8710/125-06, 9220/125-06, 4210/125-06, 7630/125-06, 7350/125-06, 8420/125-06, 7640/125-06, 7620/125-06, 7624/125-06, 7670/125-06, 7660/125-06, 9301/125-06;

Considérant que 3% de frais de fonctionnement (par rapport au montant de l'offre) doivent être rajoutés à l'estimation susmentionnée, à savoir 11.194,68 EUR HTVA, soit 13.545,57 EUR TVAC;

Considérant que l'estimation totale de la dépense s'élève à un montant de 386.194,68 EUR HTVA, soit 467.295,57 EUR TVAC;

DECIDE :

Article 1 :

D'adhérer formellement au marché public "Gestion et/ou entretien installations techniques: HVAC, électricité et sanitaire (et éventuellement traitement eau piscine)", d'une durée de 4 ans, valable jusqu'au 14/9/2025 ;

Article 2 :

D'approuver la dépense relative à l'entretien et au dépannage des installations HVAC qui s'élève à 373.156,11 EUR HTVA, soit 451.518,89 EUR TVAC (21%), révision des prix compris, pour l'exercice budgétaire 2024, dont les crédits sont prévus aux articles suivants (sous réserve d'approbation du budget communal 2024 par l'autorité de tutelle): 7220/125-06, 8440/125-06, 1040/125-06, 1370/125-06, 7610/125-06, 8780/125-06, 8710/125-06, 9220/125-06, 4210/125-06, 7630/125-06, 7350/125-06, 8420/125-06, 7640/125-06, 7620/125-06, 7624/125-06, 7670/125-06, 7660/125-06, 9301/125-06;

Article 3:

D'approuver 3% de frais de fonctionnement, à savoir 11.194,68 EUR HTVA, soit 13.545,57 EUR TVAC, dont les crédits sont prévus aux articles suivants (sous réserve d'approbation du budget communal 2024 par l'autorité de tutelle): 7220/125-06, 8440/125-06, 1040/125-06, 1370/125-06, 7610/125-06, 8780/125-06, 8710/125-06, 9220/125-06, 4210/125-06, 7630/125-06, 7350/125-06, 8420/125-06, 7640/125-06, 7620/125-06, 7624/125-06, 7670/125-06, 7660/125-06, 9301/125-06.

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Dienst Overheidsopdrachten - Onderhoud en het verhelpen van problemen aan HVAC installaties voor het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek via de aankoopcentrale CREAT - Goedkeuring van de toetreding tot een specifieke opdracht.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 20 december 2023, besluitende:

Artikel 1 :

Op ten laatste 29 december 2023 toe te treden tot de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS), volgens de modaliteiten vastgelegd in de statuten van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services en volgens het toetredingsdossier dat als bijlage aan onderhavig besluit wordt toegevoegd om er integraal deel van uit te maken;

Artikel 2 :

De onderhavige beslissing aan de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) mee te delen ;

Artikel 3 :

Mevrouw Saliha Raiss, afgevaardigde schepen van Openbare werken, als effectief lid, en Mijnheer Olivier Mahy, afgevaardigde schepen van Huisvesting, als vervanger, voor te dragen van de algemene vergadering van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS).

Artikel 4 :

4.750 EUR te voorzien op artikel 1040/816-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot het (periodiek) onderhoud en tot het verhelpen (van het probleem (bij panne)) van de HVAC installaties van verschillende (types van) gemeentelijke gebouwen in het kader van het in stand houden van het onroerend patrimonium met het oog op het respect van de wettelijke verplichting en het goed functioneren van de gebouwen;

Overwegende dat de gemeente hiervoor de mogelijkheid heeft om een nieuwe opdracht te lanceren of om een beroep te doen op de aankoopcentrale van CREAT, waartoe de gemeente toegang heeft via haar lidmaatschap van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Diensten (TMVS);

Overwegende dat het aanbod van CREAT bestaat uit :

- deskundigheid op het gebied van overheidsopdrachten en dus op het gebied van wetgeving inzake overheidsopdrachten;
- de wens om de beste prijzen te krijgen voor grote hoeveelheden opdrachten, gezien de groepering van overheidsinstanties;
- de mogelijkheid voor overheidsorganen om zich te concentreren op hun administratieve en technische taken.

Overwegende dat derhalve voorrang moet worden gegeven voor het onderhoud en het verhelpen van problemen aan HVAC installaties via de aankoopcentrale van CREAT door beroep te doen op de overheidsopdracht "Beheer en/of onderhoud technische installaties: HVAC, elektriciteit en sanitair (en evt zwembadwaterbehandeling)" voor een periode van 4 jaar, geldig tot 14/9/2025;

Overwegende dat deze uitgave wordt geraamd op 375.000 EUR exclusief BTW, ofwel 453.750 EUR inclusief BTW (21%), prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de uitgave ingeschreven is op de gewone begroting van het dienstjaar 2024 op de volgende artikelen (onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2024 door de voordij) : 7220/125-06, 8440/125-06, 1040/125-06, 1370/125-06, 7610/125-06, 8780/125-06, 8710/125-06, 9220/125-06, 4210/125-06, 7630/125-06, 7350/125-06, 8420/125-06, 7640/125-06, 7620/125-06, 7624/125-06, 7670/125-06, 7660/125-06, 9301/125-06;

Overwegende dat 3% werkingskosten (ten opzichte van het bedrag van de offerte) moet toegevoegd worden aan bovenvermelde schatting, te weten 11.194,68 EUR excl. BTW, ofwel 13.545,57 EUR incl. BTW;

Overwegende dat de totale schatting van de uitgave komt op een bedrag van 386.194,68 EUR excl. BTW, ofwel 467.295,57 EUR incl. BTW;

BESLIST :

Artikel 1 :

De overheidsopdracht "Beheer en/of onderhoud technische installaties: HVAC, elektriciteit en sanitair (en evt zwembadwaterbehandeling)" voor een periode van 4 jaar, geldig tot 14/9/2025, formeel te onderschrijven;

Artikel 2 :

De uitgave in verband met het onderhoud en het verhelpen van problemen aan HVAC installaties, die 373.156,11 EUR exclusief BTW, ofwel 451.518,89 EUR inclusief btw (21%) bedraagt, inclusief prijsherziening, voor het begrotingsjaar 2024, goed te keuren, waarvoor de kredieten voorzien zijn op de volgende artikelen (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2024 door de voorgdij): 7220/125-06, 8440/125-06, 1040/125-06, 1370/125-06, 7610/125-06, 8780/125-06, 8710/125-06, 9220/125-06, 4210/125-06, 7630/125-06, 7350/125-06, 8420/125-06, 7640/125-06, 7620/125-06, 7624/125-06, 7670/125-06, 7660/125-06, 9301/125-06 .

Artikel 3 :

De werkingskosten van 3%, zijnde 11.194,68 EUR excl. BTW, ofwel 13.545,57 EUR incl. BTW goed te keuren, waarvoor de kredieten voorzien zijn op de volgende artikelen (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2024 door de voorgdij): 7220/125-06, 8440/125-06, 1040/125-06, 1370/125-06, 7610/125-06, 8780/125-06, 8710/125-06, 9220/125-06, 4210/125-06, 7630/125-06, 7350/125-06, 8420/125-06, 7640/125-06, 7620/125-06, 7624/125-06, 7670/125-06, 7660/125-06, 9301/125-06.

10 Taxes communales - Taxe sur l'occupation temporaire du domaine public - Modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement Général de Police de la commune ;

Vu le règlement de la taxe sur l'occupation temporaire du domaine public, établi par décision du Conseil communal du 16 mars 2022 pour les exercices 2022 à 2025 inclus;

Considérant que le domaine public est par nature affecté à l'usage de tous ; que si un particulier ou une entreprise souhaite occuper momentanément et de manière précaire une portion de ce domaine pour des raisons légitimes ou appropriées, il lui appartient d'en demander l'autorisation à l'autorité communale compétente ;

Considérant que le droit exclusif d'occupation procure un avantage financier ou économique certain pour son bénéficiaire ;

Considérant, en outre, que l'exercice de ce droit exclusif emporte pour la collectivité locale des frais de surveillance ou de sécurité ;

Considérant qu'une procédure unique et simplifiée assurera une prévisibilité et une sécurité optimale pour les riverains d'une part et facilitera les activités entrepreneuriales sur le territoire communal d'autre part ;

Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables en fonction de la durée de

l'occupation du domaine public sollicitée par le redevable ;
Considérant qu'il convient toutefois de prévoir des hypothèses d'exonération de la présente taxe, notamment lorsque l'occupation du domaine public est effectuée dans le cadre d'une mission légale ou réglementaire d'une personne de droit public et dans le but de défendre ou de promouvoir l'intérêt général ;
Vu la situation financière de la commune et la nécessité d'assurer un équilibre budgétaire ;
Considérant qu'il y a lieu de modifier ce règlement-taxe;
Considérant qu'il y a lieu d'augmenter certains taux d'imposition et de prévoir que tous les taux prévus par le présent règlement seront majorés de 2,5% par an jusqu'en 2025 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025 inclus, une taxe sur l'occupation temporaire du domaine public.

Sont visées par le présent règlement les situations suivantes : le placement de conteneurs simples et/ou de conteneurs bureaux sur le domaine public, le placement d'échafaudages et/ou de tours empiétant ou surplombant le domaine public, le placement de grues (mobiles, tours ou chantiers) sur le domaine public, les installations de zones de chantier sur le domaine public, les réservations de zones de stationnement à l'occasion d'un déménagement ou d'une livraison de mobilier.

Article 2 :

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

-Domaine public : ensemble des biens affectés directement à l'usage du public ainsi que tous les biens affectés à la poursuite d'une mission de service public, notamment :

- la voie publique, entendue comme toute voie ouverte à la circulation sur terre du public en général même si cette voie est une impasse et en ce compris les accotements, les trottoirs, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et servitudes de passage;
- les espaces verts (squares, parcs, jardins publics,...) ;
- les plaines et aires de jeu publiques.

-Chantier : zone où des travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de rénovation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments sont exécutés et où il est possible de stocker des matériaux de construction, des conteneurs, des silos, des grues et autres objets nécessaires à l'exécution des travaux.

-Conteneur de débris : conteneur fermé ou ouvert destiné à amener ou évacuer des matériaux de construction ou autres à l'occasion de travaux ou autres activités.

-Conteneur à usage divers : conteneur fermé éventuellement pourvu de portes et fenêtres, pour y héberger notamment un réfectoire, une salle de réunion de chantier, une installation sanitaire ou un commerce temporaire dans le cadre de transformations en cours.

-Mobilier : ensemble des meubles destinés à l'usage personnel et à l'aménagement d'une habitation.

-Superficie taxable : superficie totale d'occupation effective du domaine public. La superficie taxable correspond soit à la superficie d'occupation telle que reprise dans l'autorisation accordée par l'autorité communale, soit à la superficie d'occupation effective calculée et notifiée par l'administration communale dans l'hypothèse où cette occupation est effectuée sans autorisation ou que la superficie occupée dans les faits dépasse celle accordée initialement.

Occupation temporaire du domaine public par des chantiers à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation ou de rénovation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments.

Article 3 :

La taxe est calculée sur base de la superficie occupée du domaine public.

Pour le calcul de la superficie taxable, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

Le taux de la taxe est fixé à 3,00 EUR par m² et par jour ou fraction de jour.

Ce taux sera majoré au 1^{er} janvier de chaque année au taux de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2025
3,075 EUR

L'imposition ne peut être inférieure à 100,00 EUR.

Lorsqu'une grue est placée à l'intérieur de la zone de chantier installée sur le domaine public, la taxe prévue à l'article 5 est due, indépendamment de la taxe due en vertu du présent article.

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit être sollicitée auprès du service Signalisation par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irsient.be) ou sur place (sur rendez-vous), au moins 30 jours ouvrables avant le début de l'occupation.

La taxe est recouvrée par voie de rôle.

Le redevable reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

2. Occupation temporaire du domaine public à l'occasion du placement de conteneurs de déchets ou de conteneurs à usages divers.

Article 4 :

Le taux de la taxe sur les conteneurs est fixé à 40,00 EUR par jour et par conteneur de déchets d'un volume égal ou inférieur à 15 m³.

Le taux de la taxe sur les conteneurs est fixé à 100,00 EUR par jour et par conteneur de déchets d'un volume supérieur à 15 m³.

Le taux de la taxe sur les conteneurs est fixé à 100,00 EUR par jour et par conteneur à usages divers.

Ces taux seront majorés au 1^{er} janvier de chaque année au taux de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

	2025
Conteneur de déchets de volume = ou < 15 m ³	41,00 EUR
Conteneur de déchets de volume > 15 m ³	102,50 EUR
Conteneur à usages divers	102,50 EUR

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit être introduite au guichet du Service Signalisation ou par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), au moins 5 jours ouvrables avant le début de l'occupation.

La taxe est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant toute occupation effective du domaine public, contre remise d'une preuve de paiement.

3. Occupation temporaire du domaine par des échafaudages, grues-tours, grues, lifts et autres dispositifs dont l'implantation permet de surplomber le domaine public à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation ou de rénovation d'immeubles ou autres travaux aux bâtiments.

Article 5 :

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- 3,00 EUR par mètre courant d'échafaudage, par jour.

-120,00 EUR par jour pour une grue-tour ou une grue.

-70,00 EUR par jour pour une grue dont seule la flèche est susceptible de surplomber le domaine public.

-35,00 EUR par jour pour un lift.

Ces taux seront majorés au 1^{er} janvier de chaque année au taux de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

	2025
Echafaudage	3,075 EUR
Grue-tour/grue	123,00 EUR
Flèche grue	71,75 EUR
Lift	35,88 EUR

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit

être introduite au guichet du Service Signalisation ou par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), au moins 10 jours ouvrables avant le début de l'occupation, sauf en ce qui concerne le placement d'une grue-tour ou d'une grue pour lequel un délai de 30 jours ouvrables est exigé.

La taxe est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant toute occupation effective du domaine public, contre remise d'une preuve de paiement.

4. Occupation temporaire du domaine public à l'occasion d'un déménagement ou d'une livraison de mobilier.

Article 6 :

L'occupation temporaire du domaine public à l'occasion d'un déménagement ou d'une livraison de mobilier nécessite la réservation d'une zone de stationnement de vingt mètres de long.

Le taux de la taxe est fixé à 30,00 EUR par jour, quel(s) que soi(en)t le(s) dispositif(s) éventuellement placés dans la zone de stationnement réservée afin d'effectuer ou faciliter le déménagement ou la livraison de mobilier.

Ce taux sera majoré au 1^{er} janvier de chaque année au taux de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2025
30,075 EUR

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit être introduite au guichet du Service Signalisation ou par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), au moins 5 jours ouvrables avant le début de l'occupation.

La taxe est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant toute occupation effective du domaine public, contre remise d'une preuve de paiement.

5. Dispositions communes

Article 7 :

Toute occupation du domaine public visée par le présent règlement doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable.

Outre l'identité du requérant, cette demande mentionne la raison d'être de l'occupation, sa durée, sa localisation précise, ainsi que la superficie qu'il est prévu d'occuper en cas d'installation d'une zone de chantier.

Le redevable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa demande en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés par l'administration communale à cet effet.

L'occupation temporaire du domaine public ne pourra débuter qu'après qu'une autorisation ait été délivrée par l'autorité communale compétente.

L'autorisation reste valable jusqu'à son terme ou jusqu'à sa révocation.

L'autorisation délivrée par la commune ainsi que la preuve de paiement de la taxe doivent pouvoir être présentées lors de tout contrôle.

Toute demande de prolongation de l'occupation doit être introduite auprès de la commune au moins 3 jours avant la fin de l'occupation initialement autorisée.

En cas de modification de la base imposable, une nouvelle demande devra être faite le jour même ou le premier jour ouvrable qui suit cette modification.

Article 8:

En cas d'occupation de l'espace public sans autorisation préalable de l'autorité communale compétente, le taux de la taxe sera doublé.

Article 9 :

La taxe est due par la personne, physique ou morale, titulaire de l'autorisation d'occupation dûment délivrée par l'autorité communale.

En cas d'occupation de l'espace public sans obtention préalable de l'autorisation requise en exécution du présent règlement, la taxe est due par la personne, physique ou morale, qui occupe effectivement l'espace public.

Dans l'hypothèse où l'occupation temporaire de la voie publique n'a pas fait l'objet d'une demande d'autorisation, le titulaire du droit réel sur l'immeuble au profit duquel l'occupation est effectuée est considéré comme étant le redevable de la taxe.

Lorsque l'occupation est liée à la réalisation de travaux de bâtisse, l'entrepreneur de ceux-ci, s'il

n'est pas le titulaire de l'autorisation, est solidairement et indivisiblement tenu au paiement de la taxe avec le maître de l'ouvrage et à défaut avec le titulaire du droit réel sur le bien.

Article 10 :

Sont exemptées du paiement de la taxe :

- a. les occupations du domaine public réalisées par un organisme public dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien du domaine public ;
- b. les occupations du domaine public réalisées pour le compte de la Commune ou du C.P.A.S. de Molenbeek-Saint-Jean ;
- c. les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, ou les constructions affectées au logement ;
- d. l'Etat, les provinces, la région de Bruxelles-Capitale, Citydev.brussels, la SLRB et les communes, pour les constructions affectées au logement.

Article 11 :

La taxe est due à partir du premier jour de l'occupation du domaine public jusqu'au jour de la notification par écrit à l'administration communale de la cessation de cette occupation.

Toute journée entamée est comptée dans son entièreté.

Article 12 :

La taxe est due sans que le redevable puisse revendiquer un quelconque droit de concession ou de servitude sur le domaine public. Il lui incombera de supprimer ou de réduire l'usage accordé à la première injonction de l'autorité communale. A défaut pour lui de se plier à pareille injonction, l'autorité communale y fera procéder d'office aux frais du redevable.

Le retrait de l'autorisation délivrée ou la renonciation au bénéfice de celle-ci par le redevable n'entraîne pour ce dernier aucun droit à l'obtention d'une indemnité quelconque ou à la restitution du montant des taxes qu'il aurait déjà payées.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance de l'espace public occupé. Cette occupation se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation.

L'application de la taxe ou les exemptions visées à l'article 10 sont faites sans préjudice de l'obtention des autorisations administratives ou de police requises et sous réserve du respect des droits des tiers.

Article 13 :

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée. Lorsque la taxe est enrôlée, le redevable de l'imposition reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 14 :

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 15 :

Le paiement de la taxe due en exécution du présent règlement ne dispense aucunement le redevable du paiement de toute autre taxe ou redevance communale due pour d'autres motifs et notamment de la redevance due à la commune en contrepartie de services techniques rendus par elle.

Article 16 :

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant.

Article 17 :

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 18 :

Le présent règlement remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 16 mars 2022.

Gemeentebelastingen - Belasting op de tijdelijke bezetting van het openbaar domein – Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;
Gelet op de artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk gewest;
Gelet op het Algemeen Politiereglement van de gemeente;
Gelet op het belastingsreglement op de tijdelijke bezetting van het openbaar domein gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 16 mars 2022 voor de dienstjaren 2022 tot 2025 inbegrepen;
Overwegende dat het openbaar domein natuurlijkerwijze bestemd is voor gebruik door allen; dat indien een particulier of een privaatrechtelijke onderneming kortstondig en met het oog op precaire bezetting, op grond van legitieme of geëigende redenen, een deel van dit domein wil innemen, deze laatste hiervoor de bevoegde gemeentelijke overheid om een machtiging dient te verzoeken;
Overwegende dat het exclusieve gebruiksrecht een zeker financieel of economisch voordeel verschaft aan de gebruiker;
Overwegende, bovendien, dat de uitoefening van dit exclusieve recht voor de lokale collectiviteit bewakings- of beveiligingskosten met zich meebrengt;
Overwegende dat een unieke en vereenvoudigde procedure enerzijds voorspelbaarheid en optimale veiligheid voor de bewoners meebrengt, en anderzijds de ondernemingsactiviteiten op het gemeentelijk grondgebied vergemakkelijkt;
Overwegende dat de inning van de belasting bedoeld in dit reglement een billijke verdeling van de fiscale last verzekert tussen de verschillende belastingplichtigen in functie van de duur van de bezetting van het openbaar domein verzocht door de belastingplichtige;
Overwegende echter dat er moet overgegaan worden tot hypothesen van vrijstellingen van deze belasting, met name wanneer de bezetting van het openbaar domein uitgevoerd wordt in het kader van een wettelijke of reglementaire opdracht van een persoon van publiek recht en met de bedoeling om het algemeen nut te verdedigen en te promoten;
Gelet op de financiële toestand van de gemeente en de noodzaak om een budgettair evenwicht te verzekeren;
Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te wijzigen;
Overwegende dat bepaalde belastingtarieven moeten worden verhoogd en dat alle tarieven waarin dit reglement voorziet, tot 2025 inbegrepen met 2,5 % per jaar moeten worden verhoogd;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1:

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 inbegrepen, een belasting geheven voor de tijdelijke bezetting van het openbaar domein.

De volgende situaties worden bedoeld door dit reglement: de plaatsing van simpele containers en/of containers voor kantoorgebouwen op het openbaar domein, de plaatsing van stellingen en/of torenkranen of die zich uitbreiden tot het openbaar domein of er over hangen, de plaatsing van kranen (mobiele, torenkranen of werven) op het openbaar domein, installaties van werfzones op het openbaar domein, reservaties van parkeerzones ter gelegenheid van een verhuizing of een levering van meubilair.

Artikel 2:

Voor de toepassing van dit reglement, verstaan we onder:

- **Openbaar domein:** het geheel van de goederen rechtstreeks of onrechtstreeks bestemd voor openbaar gebruik alsook alle goederen bedoeld voor de opvolging van een opdracht van openbare dienstverlening, met name:

- de openbare weg, te weten iedere weg toegankelijk voor het bovengronds verkeer in het

algemeen, zelfs indien deze weg doodlopend is en met inbegrip van de bermen, de trottoirs, de voetgangersbruggen en -tunnels, de paden en erfdienstbaarheden;

- de groene ruimten (squares, parken, openbare tuinen, ...);
- de publiek toegankelijke speelpleinen en -tuinen.

- **Werk:** zone waar bouw-, afbraak-, verbouwings-, transformatie-, renovatiewerken aan gebouwen of andere werken aan gebouwen uitgevoerd worden en waar het mogelijk is om bouwmaterialen, containers, silo's, kranen en andere voorwerpen nodig voor de uitvoering van de werken op te bergen.

- **Afvalcontainers:** gesloten of open container bestemd om bouw- of andere materialen naartoe te brengen of af te voeren naar aanleiding van werkzaamheden of andere activiteiten.

- **Containers voor divers gebruik:** gesloten container eventueel voorzien van deuren en ramen, om er met name een refter, een vergaderzaal voor de werf, een sanitaire installatie of een tijdelijke handel te installeren in het kader van de veranderingen die aan de gang zijn.

- **Meubilair:** het geheel van de meubels bestemd voor persoonlijk gebruik en inrichting van een woning.

- **Belastbare oppervlakte:** totale oppervlakte van de effectieve bezetting van het openbaar domein. De belastbare oppervlakte komt overeen hetzij met de oppervlakte van de bezetting zoals hernomen in de toelating toegekend door de gemeentelijke overheid, hetzij met de oppervlakte van de effectieve bezetting berekend en betekend door het gemeentebestuur in de veronderstelling dat deze bezetting uitgevoerd wordt zonder toelating of dat de feitelijk gebruikte oppervlakte deze overschrijdt die oorspronkelijk toegelaten werd;

1. Tijdelijke bezetting van het openbaar domein door werfplaatsen naar aanleiding van bouw-, afbraak-, verbouwings-, transformatie- of renovatiewerken van gebouwen of andere werken aan gebouwen.

Artikel 3:

De belasting wordt berekend op basis van de bezette oppervlakte van het openbaar domein.

Voor de berekening van de belastbare oppervlakte, wordt iedere fractie van de vierkante meter geteld als één eenheid.

De aanslagvoet van de belasting is vastgelegd op 3,00 EUR per m² en per dag of fractie van de dag.

Dit tarief zal op 1 januari van elk jaar verhoogd worden met 2,5%, overeenkomstig onderstaande tabel:

2025
3,075 EUR

De heffing kan niet lager bedragen dan 100,00 EUR.

Wanneer een kraan wordt geplaatst binnen de werfzone geïnstalleerd op het openbaar domein, is de belasting voorzien in artikel 5 verschuldigd, onafhankelijk van de verschuldigde belasting krachtens dit artikel.

De aanvraag voor de bezetting van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement moet ingediend worden bij de dienst Signalisatie op elektronische manier (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be) of ter plaatse (op afspraak), minstens 30 werkdagen vóór het begin van de bezetting.

De belasting wordt geïnd via inkohiering.

De belastingplichtige ontvangt, kosteloos, een aanslagbiljet. De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

2. Tijdelijke bezetting van het openbaar domein naar aanleiding van de plaatsing van afvalcontainers of containers voor divers gebruik.

Artikel 4:

Het tarief van de belasting op container wordt vastgesteld op 40,00 EUR per dag en per afvalcontainer van 15 m³ of minder.

Het tarief van de belasting op containers wordt vastgesteld op 100,00 EUR per dag en per afvalcontainer van meer dan 15 m³.

Het tarief van de belasting op containers wordt vastgesteld op 100,00 EUR per dag en per

container voor divers gebruik.

Deze tarieven zullen op 1 januari van elk jaar verhoogd worden met 2,5 %, overeenkomstig onderstaande tabel:

	2025
Afvalcontainer van 15 m ³ of minder	41,00 EUR
Afvalcontainer van meer dan 15 m ³	102,50 EUR
Container voor divers gebruik	102,50 EUR

De aanvraag voor het gebruik van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement dient ingediend te worden aan het loket van de Dienst Signalisatie of elektronisch (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), minstens 5 werkdagen vóór het begin van het gebruik. De belasting dient betaald te worden in contanten, minstens 3 werkdagen vóór iedere effectieve bezetting van het openbaar domein, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

3. **Tijdelijke bezetting van het domein door stellingen, torenkranen, kranen, liften en andere inrichtingen waarvan de installatie het toelaat over het openbaar domein te hangen naar aanleiding van bouw-, afbraak-, verbouwings-, transformatie- of renovatiewerken van gebouwen of andere werken aan gebouwen.**

Artikel 5:

De aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld als volgt:

- 3,00 EUR per lopende meter stelling, per dag.
- 120,00 EUR per dag voor een torenkraan of een kraan.
- 70,00 EUR per dag voor een kraan waarvan enkel de arm over het openbaar domein kan uitsteken.
- 35,00 EUR per dag voor een lift.

Deze tarieven zullen op 1 januari van elk jaar verhoogd worden met 2,5 %, overeenkomstig onderstaande tabel:

	2025
Stelling	3,075 EUR
Torenkraan/kraan	123,00 EUR
Kraanarm	71,75 EUR
Lift	35,88 EUR

De aanvraag voor de bezetting van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement dient ingediend te worden aan het loket van de Dienst Signalisatie of elektronisch (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), minstens 10 werkdagen vóór het begin van de bezetting, behalve wat betreft de plaatsing van een torenkraan of een kraan waarvoor een termijn van 30 werkdagen vereist wordt.

De belasting dient betaald te worden in contanten minstens 3 werkdagen vóór iedere effectieve bezetting van het openbaar domein, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

4. **Tijdelijke bezetting van het openbaar domein voor een verhuizing of een levering van meubilair.**

Artikel 6:

De tijdelijke bezetting van het openbaar domein naar aanleiding van een verhuizing of een levering van het meubilair vereist de reservatie van een parkeerzone van twintig meter lang.

De aanslagvoet van de belasting is vastgesteld op 30,00 EUR per dag, ongeacht de eventueel geplaatste inrichting(en) in de parkeerzone gereserveerd teneinde de verhuizing of de levering van meubilair uit te voeren of te vergemakkelijken.

Dit tarief zal op 1 januari van elk jaar verhoogd worden met 2,5%, overeenkomstig onderstaande tabel:

2025
30,075 EUR

De aanvraag voor het gebruik van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement

dient ingediend te worden aan het loket van de Dienst Signalisatie of elektronisch (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), minstens 5 werkdagen vóór het begin van de bezetting. De belasting dient betaald te worden in contanten ten minstens 3 werkdagen vóór iedere effectieve bezetting van het openbaar domein, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

5. **Gemeenschappelijke bepalingen**

Artikel 7:

Iedere bezetting van het openbaar domein bedoeld in dit reglement dient het voorwerp uit te maken van een voorafgaande aanvraag tot toelating.

Naast de identiteit van de verzoeker, vermeldt deze aanvraag de reden voor de bezetting, de duur ervan, de precieze locatie, alsook de oppervlakte die voorzien wordt in geval van installatie van een werfzone.

De belastingplichtige dient de eventuele controle van zijn aanvraag te vergemakkelijken door de indiening van alle documenten en inlichtingen die hem hiervoor zouden gevraagd worden door het gemeentebestuur.

De tijdelijke bezetting van het openbaar domein kan enkel beginnen na levering van een toelating door de bevoegde gemeentelijke overheid.

De toelating blijft geldig tot het einde of de herroeping ervan.

De geleverde toelating door de gemeente alsook het betalingsbewijs van de belasting dienen te kunnen voorgelegd worden bij iedere controle.

Iedere aanvraag tot verlenging van de bezetting dient minstens 3 dagen vóór het einde van de oorspronkelijke toegelaten bezetting ingediend te worden bij de gemeente.

In geval van de wijziging aan de belastbare basis, dient een nieuwe aanvraag opgemaakt te worden op de dag zelf of op de eerste werkdag die volgt op deze wijziging.

Artikel 8:

In geval van gebruik van de openbare ruimte zonder voorafgaande toestemming van de bevoegde gemeentelijke overheid, zal het belastingtarief verdubbeld worden.

Artikel 9:

De belasting is verschuldigd door de fysieke of rechtspersoon, houder van de toelating voor het gebruik, behoorlijk geleverd door de gemeentelijke overheid.

In geval van het gebruik van de openbare ruimte zonder het voorafgaand verkrijgen van de vereiste toestemming in uitvoering van dit reglement, is de belasting verschuldigd door de fysieke of morele persoon die de openbare ruimte effectief gebruikt.

In de veronderstelling dat het tijdelijk gebruik van de openbare weg niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een aanvraag tot toelating, wordt de houder van het zakelijk recht op het gebouw ten voordele van wie het gebruik wordt uitgevoerd, beschouwd als zijnde de belastingplichtige.

Wanneer het gebruik te maken heeft met de uitvoering van bouwwerken, wordt de ondernemer van deze werken, indien hij niet de houder is van de toelating, solidair en ondeelbaar gehouden voor de betaling van de belasting met de bouwheer en bij gebrek met de houder van het zakelijk recht op het goed.

Artikel 10:

Zijn vrijgesteld van de betaling van de belasting:

- a) de bezettingen van het openbaar domein door een openbare instelling in het kader van een beveiligings- of onderhoudsopdracht van het openbare domein;
- b) de bezettingen van het openbaar domein voor de rekening van de Gemeente of het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;
- c) de gewestelijke of plaatselijke erkende ondernemingen die als doelstelling de bouw of verhuur van sociale woningen hebben, of de bouwwerken bestemd als woning;
- d) de Staat, de provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Citydev.brussels, de BGHM en de gemeentes, voor de bouwwerken bestemd als woning.

Artikel 11:

De belasting is verschuldigd vanaf de eerste dag van de bezetting van het openbaar domein tot de dag van de schriftelijke betekening aan het gemeentebestuur van de stopzetting van deze bezetting.

Iedere begonnen dag telt voor een volledige dag.

Artikel 12:

De belasting is verschuldigd zonder dat de belastingplichtige ongeacht welk concessierecht of recht op erfdienstbaarheid op het openbaar domein kan eisen. Hij heeft de plicht om de toegekende bezetting in te trekken of te reduceren bij het eerste bevel van de gemeentelijke overheid. Bij gebrek vanwege hem om zich te schikken naar dergelijk bevel, gaat de gemeentelijke overheid er

ambtshalve over op kosten van de belastingplichtige.

De intrekking van de geleverde toelating of het afstand doen van het gebruik ervan door de belastingplichtige leidt voor deze laatste niet tot het recht op het verkrijgen van ongeacht welke schadevergoeding of de terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij reeds zou betaald hebben.

De betaling van de belasting leidt, voor de gemeente, niet tot een bijzondere verplichting van toezicht op de bezette openbare ruimte. Deze bezetting gebeurt op risico van en onder de verantwoordelijkheid van de begunstigde van de toelating.

De toepassing van de belasting of de vrijstellingen bedoeld in artikel 10 gebeuren zonder afbreuk te doen aan het verkrijgen van administratieve toelatingen of toelatingen door de politie, vereist en onder voorbehoud van de naleving van de rechten van derden.

Artikel 13:

Wanneer de inning niet in contanten kan uitgevoerd worden, wordt de belasting ingekohierd. Wanneer de belasting ingekohierd wordt, ontvangt de belastingplichtige, kosteloos, een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 14:

Bij gebrek aan betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrest op de voorziene aanslagvoet inzake directe belastingen verschuldigd, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op deze van het einde van de termijn.

Artikel 15:

De betaling van de verschuldigde belasting in uitvoering van dit reglement stelt de belastingplichtige niet vrij van alle andere gemeentelijke belastingen of retributies verschuldigd voor andere redenen en met name de retributie verschuldigd aan de gemeente in ruil voor de technische dienstverlening.

Artikel 16:

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaarschrift moet schriftelijk, ondertekend en gemotiveerd, en, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden te tellen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzenddatum van het aanslagbiljet of te tellen vanaf de datum van de inning in contanten, ingediend worden.

Artikel 17:

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en voor alles wat niet geregeld zou worden in dit reglement, de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek, voor zover zij niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit zijn van toepassing.

Artikel 18:

Dit reglement vervangt het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 16 maart 2022.

11 **Taxes communales - Règlement-redevance relatif à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie et de dispositifs anti-stationnement - Modification.**

Le Conseil,

Vu les articles 41 et 162 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle loi communale ;

Vu le Règlement Général de Police;

Vu le Règlement relatif à la récupération des frais d'intervention des services communaux ;

Vu le règlement-taxe sur l'occupation temporaire du domaine public ;

Revu le règlement-redevance relatif à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie et de dispositifs anti-

stationnement établi par décision du Conseil communal du 21 juin 2017 ;

Considérant les demandes régulières de fourniture et de placement de signaux routiers relatifs à l'interdiction de stationnement ainsi que de dispositifs de sécurisation de voirie, émanant de particuliers ainsi que d'organismes privés ou publics désirant réserver des emplacements de stationnement sur la voie publique à l'occasion de mariages, fêtes, funérailles, déménagements, travaux, etc.;

Considérant les demandes régulières de fourniture et de placement de dispositifs anti-stationnement, émanant de particuliers ainsi que d'organismes privés ou publics soucieux de garantir l'accès de l'entrée carrossable ou l'intégrité du trottoir de leur immeuble;

Considérant que le placement et la mise à disposition de signaux routiers, de dispositifs de sécurisation de voirie ou de dispositifs anti-stationnement entraînent des charges croissantes pour l'administration communale, aussi bien en termes de personnel que de matériel;

Considérant qu'il convient toutefois de prévoir des hypothèses d'exemption de la redevance pour le placement et la mise à disposition de signaux routiers ou de dispositifs de sécurisation de voirie, notamment lorsque ce placement ou cette mise à disposition par la Commune sont effectués dans le cadre d'une mission légale ou réglementaire d'une personne de droit public et dans le but de défendre ou de promouvoir l'intérêt général;

Considérant qu'il y a lieu de supprimer de l'actuel règlement les marquages en peinture et de ne conserver que les marquages en thermoplastique ;

Qu'il y a également lieu d'adapter les tarifs relatifs aux dispositifs anti-stationnement afin que le coût supporté par les habitants corresponde au prix coûtant des matériaux ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE:

Article 1

Il sera perçu, selon les modalités définies ci-après, une redevance relative à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie et de dispositifs anti-stationnement sur la voirie.

Article 2

Le présent règlement s'applique à toute personne physique ou morale ou organisme qui demande à l'Administration communale de procéder à la fourniture et/ou au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie ou de dispositifs anti-stationnement sur la voirie.

Il y a lieu d'entendre par :

1. Signaux routiers d'interdiction de stationnement :

- a. Panneaux E1 (stationnement interdit)
- b. Panneaux E3 (arrêt et stationnement interdits)

2. Dispositifs de sécurisation de voirie :

- a. Panneaux de signalisation
- b. Barrière Nadar
- c. Lampe jaune orange clignotante sur pied
- d. Lampe jaune orange clignotante sans pied
- e. Petit matériel non réutilisable tel que ruban de signalisation
- f. Cône de balisage routier

3. Dispositifs anti-stationnement sur la voirie :

- a. Marquage au sol d'une zone d'évitement
- b. Marquage au sol du panneau E1 (stationnement interdit)
- c. Marquage au sol du panneau E3 (arrêt et stationnement interdits)

d. Fourniture et placement de potelet ou autre dispositif

4. Demandeur :

- a. la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement de signaux routiers relatifs à l'interdiction de stationnement;
- b. la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement de dispositifs de sécurisation de voirie
- c. la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement des dispositifs anti-stationnement devant l'accès de l'immeuble sur lequel elle dispose d'un droit réel.

5. Zone d'évitement :

Marquage au sol d'une zone d'évitement constitué de lignes parallèles obliques de couleur blanche, délimité par une ligne blanche continue, sur lequel les conducteurs ne peuvent circuler, ni s'arrêter, ni se garer, conformément à l'art. 77.4 de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (Code de la route) et à l'art. 19.3 de l'arrêté ministériel du 16 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière (Code du gestionnaire de voirie).

A. Fourniture et placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement visant à réserver des emplacements de stationnement sur la voie publique.

Article 3

Le montant de la redevance est fixé à 50,00 EUR par signal routier et par jour. Ce montant comprend le chargement, le transport, le placement et l'enlèvement aux endroits demandés du matériel de signalisation ad hoc.

Article 4

La redevance est due par la personne physique ou morale ou l'organisme qui sollicite le service de l'Administration communale.

Article 5

Sont exemptés du paiement de la redevance:

- Le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ;
- La division de Police de Molenbeek-Saint-Jean ;
- Les conseils consultatifs ;
- Le Logement Molenbeekois ;
- La Cocolo ;
- Les écoles situées sur le territoire communal ;
- Les associations de parents d'élèves pour les événements organisés dans le cadre de leurs missions ;
- Les associations, y compris les associations de fait, les groupements, qui ont une vocation philanthropique, culturelle, sportive, ou sociale en lien avec la Commune ;
- Les personnes, quelles que soient leur forme et leur nature, qui:

1. ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et

2. sont dotées d'une personnalité juridique, et dont

-soit l'activité est financée majoritairement par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes de droit public ;

-soit la gestion est soumise à un contrôle de l'Etat, des collectivités territoriales ou des organismes

de droit public ;

-soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes de droit public ;

- Les organismes publics qui sollicitent le placement de ces signaux dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien du domaine public ;
- Les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, ou les constructions affectées au logement;
- L'Etat, les provinces, la Région de Bruxelles-Capitale, Citydev.brussels, la SLRB et les communes, pour les constructions affectées au logement.

Article 6

Il y a lieu de se référer, en ce qui concerne les modalités d'introduction de la demande, au règlement-taxe sur l'occupation du domaine public, en fonction des différents cas de figure qui y sont visés.

Article 7

La redevance est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant le placement effectif des signaux routiers, contre remise d'une preuve de paiement.

La redevance est due à partir de la délivrance de l'autorisation communale au demandeur.

Aucun remboursement de la redevance ne sera accordé dans l'hypothèse où le demandeur renonçait à sa demande avant que le placement des signaux routiers n'ait été effectué.

Article 8

Le placement des signaux routiers d'interdiction de stationnement est effectué 48 heures à l'avance, pour autant que le demandeur se soit acquitté de la redevance dans les délais impartis.

Article 9

Tout signal routier relatif à l'interdiction de stationnement est placé et enlevé par les soins de l'Administration communale.

Article 10

Tout signal routier relatif à l'interdiction de stationnement placé sans autorisation de l'Administration communale sera enlevé par cette dernière.

B. Fourniture et placement de dispositifs de sécurisation de voirie.

Article 11

Lorsque pour des raisons de sécurité, la Commune doit placer une signalisation adéquate, une redevance de 30,00 EUR est réclamée par jour et par panneau de signalisation ainsi qu'un montant de 15,00 EUR par jour par barrière Nadar placée sur la voie publique.

Le placement d'une lampe jaune orange clignotante sur pied se chiffre à 25,00 EUR par jour, celui d'une pareille lampe sans pied se chiffre à 20,00 EUR par jour.

L'utilisation de petit matériel non réutilisable, tel le placement d'un ruban de signalisation, est porté en compte à concurrence d'une somme forfaitaire de 10,00 EUR, quelle que soit la durée de son utilisation.

Un cône de balisage routier est compté à raison de 10,00 EUR par jour.

Article 12

La redevance est due par la personne physique ou morale ou l'organisme qui sollicite le service de l'Administration communale.

Article 13

Sont exemptés du paiement de la redevance:

- Le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ;
- La division de Police de Molenbeek-Saint-Jean ;
- Les conseils consultatifs ;

- Le Logement Molenbeekois ;
- La Cocolo ;
- Les écoles situées sur le territoire communal ;
- Les associations de parents d'élèves pour les événements organisés dans le cadre de leurs missions ;
- Les associations, y compris les associations de fait, les groupements, qui ont une vocation philanthropique, culturelle, sportive, ou sociale en lien avec la Commune ;
- Les personnes, quelles que soient leur forme et leur nature, qui:

1. ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et

2. sont dotées d'une personnalité juridique, et dont

-soit l'activité est financée majoritairement par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes de droit public ;

-soit la gestion est soumise à un contrôle de l'Etat, des collectivités territoriales ou des organismes de droit public ;

-soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes de droit public ;

- Les organismes publics qui sollicitent le placement de ces dispositifs de sécurisation de voirie dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien du domaine public ;
- Les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, ou les constructions affectées au logement;
- L'Etat, les provinces, la Région de Bruxelles-Capitale, Citydev.brussels, la SLRB et les communes, pour les constructions affectées au logement.

Article 14

Il y a lieu de se référer, en ce qui concerne les modalités d'introduction de la demande, au règlement-taxe sur l'occupation du domaine public, en fonction des différents cas de figure qui y sont visés.

Article 15

La redevance est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant le placement effectif des dispositifs de sécurisation de voirie, contre remise d'une preuve de paiement.

La redevance est due à partir de la délivrance de l'autorisation communale au demandeur.

Aucun remboursement de la redevance ne sera accordé dans l'hypothèse où le demandeur renonçait à sa demande avant que le placement des dispositifs de sécurisation de voirie n'ait été effectué.

Article 16

Tout dispositif de sécurisation de voirie est placé et enlevé par les soins de l'Administration communale.

Article 17

Tout dispositif de sécurisation de voirie placé sans autorisation de l'Administration communale sera enlevé par cette dernière.

C. Fourniture et placement sur la voirie de dispositifs anti-stationnement visant à empêcher le stationnement gênant à proximité et devant les accès carrossables ou sur les trottoirs

Article 18

Les dispositifs anti-stationnement seront placés à la demande exclusive du propriétaire ou de la copropriété (sur présentation du PV de l'Assemblée générale l'y habilitant) de l'accès carrossable ou de l'immeuble à hauteur duquel le dispositif anti-stationnement est souhaité.

Article 19

Les différentes formules et leur tarif, sont les suivants :

- I. **Marquage au sol en peinture routière :**

<u>Dispositif anti-stationnement</u>	Montant de la redevance
1. Marquage au sol ou rafraîchissement de marquage au sol A- Marquage d'un côté de l'accès carrossable (longueur = 1,5m) B- Marquages de part et d'autre de l'accès carrossable (longueur = 2 X 1,5m) C- Autre type de marquage au sol	150,00 EUR 300,00 EUR 100,00 EUR par mètre courant
2. Marquage au sol du logo E1/E3 ou rafraîchissement de marquage au sol du logo E1/E3 (signal relatif à l'arrêt et/ou au stationnement - diam. 1m)	150,00 EUR

II. Marquage au sol en peinture routière :

<u>Dispositif anti-stationnement</u>	Montant de la redevance
3. Marquage au sol ou rafraîchissement de marquage au sol D- Marquage d'un côté de l'accès carrossable (longueur = 1,5m) E- Marquages de part et d'autre de l'accès carrossable (longueur = 2 X 1,5m) F- Autre type de marquage au sol	150,00 EUR 300,00 EUR 100,00 EUR par mètre courant
4. Marquage au sol du logo E1/E3 ou rafraîchissement de marquage au sol du logo E1/E3 (signal relatif à l'arrêt et/ou au stationnement - diam. 1m)	150,00 EUR

III. Marquage au sol en thermoplastique :

<u>Dispositif anti-stationnement</u>	Montant de la redevance
1. Marquage au sol ou rafraîchissement de marquage au sol A- Marquage d'un côté de l'accès carrossable (longueur = 1,5m) B- Marquage de part et d'autre de l'accès carrossable (longueur = 2 X 1,5m) C- Autre type de marquage au sol	175,00 EUR 350,00 EUR 120,00 EUR par mètre courant

2. Marquage au sol du logo E1/E3 ou rafraîchissement de marquage au sol du logo E1/E3 (signal relatif à l'arrêt et/ou au stationnement - diam. 1m)	200,00 EUR
--	------------

IV. Potelet ou autre dispositif

<u>Dispositif anti-stationnement</u>	Montant de la redevance
A. <u>Voies carrossables</u> Fourniture et placement d'un potelet ou autre dispositif uniquement en cas de présence du marquage au sol de la zone d'évitement	200,00 EUR
B. <u>Voies piétonnes</u> Fourniture et placement d'un potelet ou autre dispositif	150,00 EUR

Article 20

Le montant total de la redevance est dû par la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement des dispositifs anti-stationnement devant l'accès carrossable ou l'immeuble sur lequel elle dispose d'un droit réel.

Article 21

Aucune exonération n'est possible pour cette redevance.

Article 22

Le demandeur introduit sa demande par écrit.

Les formulaires de demande sont disponibles en version papier au service Accueil de l'Administration communale ainsi qu'au service communal de la Mobilité. Les formulaires visés ci-avant sont également téléchargeables sur le site internet communal via le lien « règlements communaux ».

Les formulaires et documents requis pour le traitement de la demande devront être envoyés à l'Administration communale soit par courrier, au n°20 de la rue du Comte de Flandre à 1080 Bruxelles, à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins, soit par voie électronique, à l'adresse email du service concerné.

Article 23

Dès réception d'une demande complète, le Collège des Bourgmestre et Echevins examinera la faisabilité de la demande et statuera sur celle-ci.

Article 24

Le Collège des Bourgmestre et Echevins autorise ou refuse, souverainement, la fourniture et le placement de dispositifs anti-stationnement, compte tenu des nécessités de la circulation locale, de la configuration des lieux, de l'avis des services techniques communaux et des réglementations en vigueur.

Article 25

L'Administration communale notifiera par courrier au demandeur la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins quant à la possibilité du placement du/des dispositif(s) et, s'il y a lieu, la formule retenue ainsi que le montant de la redevance. Ce courrier sera accompagné d'une invitation à payer qui mentionnera les délais et modalités de paiement de la redevance.

La redevance est due à partir de la notification de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins faisant droit à la demande.

A défaut de paiement de la redevance à l'échéance mentionnée sur l'invitation à payer, le(s) dispositif(s) accordé(s) par le Collège des Bourgmestre et Echevins ne sera/seront pas placés.

Aucun remboursement de la redevance ne sera accordé dans l'hypothèse où le demandeur

renonçait à sa demande avant que le placement des dispositifs n'ait été effectué.

- Article 26

Le(s) dispositif(s) anti-stationnement est/sont placé(s), par les soins de l'Administration communale ou de son entrepreneur, dans le courant du mois qui suit la réception du paiement, sauf circonstances imprévisibles et indépendantes de la volonté de la commune dont les conditions atmosphériques.

- Article 27

Tout dispositif anti-stationnement placé sans autorisation sera enlevé par l'Administration communale ou son entrepreneur.

Article 28

La Commune procédera à l'enlèvement de tout dispositif anti-stationnement qui aurait été endommagé par tout fait de l'homme, des choses ou de la nature.

L'Administration communale se réserve le droit de procéder d'office au rafraîchissement des marquages aux frais des personnes à qui incombent l'entretien et le maintien de l'état de propreté des trottoirs et accotements en vertu du Règlement Général de Police, dans le cas où ceux-ci deviennent invisibles, afin d'éviter que le dispositif anti-stationnement non signalé par un marquage type zone d'évitement ne représente un danger pour les usagers de la voie publique.

Article 29

La fourniture des dispositifs anti-stationnement est accordée à titre précaire ; elle peut être révoquée à tout moment, par décision motivée du Collège des Bourgmestre et Échevins. Dans ce cas, les potelets et/ou les marquages au sol seront enlevés d'office par l'Administration communale, à ses propres frais.

Article 30

Les dispositifs anti-stationnement peuvent également être enlevés à la requête du demandeur (propriétaire ou copropriété), sans remboursement de la redevance, après décision favorable du Collège des Bourgmestre et Échevins. Le demandeur devra cependant supporter les frais d'enlèvement.

Article 31

Les frais d'enlèvement, de rafraîchissement du/des dispositif(s) et de réparation de voiries seront supportés par le propriétaire/la copropriété disposant, au moment de l'enlèvement ou de la réparation du/des dispositif(s), d'un droit réel sur l'entrée carrossable ou sur l'immeuble se situant à hauteur du dispositif. Les frais seront calculés conformément au règlement communal relatif à la récupération des frais d'intervention des services communaux en vigueur ou sur la base de la facture de son entrepreneur.

Article 32

Lorsque le demandeur n'a plus de lien avec l'entrée carrossable ou le trottoir protégé par un dispositif placé par l'Administration communale, par exemple en cas de vente du garage dont l'entrée carrossable est concernée par le dispositif anti-stationnement, il le signale par écrit à l'Administration communale ainsi qu'à l'acquéreur du bien. La responsabilité du dispositif est donc transférée au nouveau propriétaire ou copropriété.

Article 33

Le présent règlement abroge et remplace, à compter de son entrée en vigueur, le règlement fixant la redevance relative à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie et de dispositifs anti-stationnement, établi par décision du Conseil communal du 21 juin 2017

-

Gemeentebelastingen - Retributie betreffende de levering en de plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen en anti-parkeervoorzieningen op wegen - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41 en 162 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Algemeen Politierglement van de gemeente;

Gelet op het reglement betreffende de terugwinning van de interventiekosten van de gemeentediensten;

Gelet op het belastingsreglement op de tijdelijke bezetting van het openbaar domein;

Herzien het retributie betreffende de levering en de plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen en anti-parkeervoorzieningen op wegen vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 21 juni 2017;

Overwegende de regelmatige aanvragen voor de levering en plaatsing zowel van verkeerstekens voor parkeerverbod als van veiligheidsvoorzieningen voor wegen, die zowel van natuurlijke personen als van private en openbare instellingen uitgaan, om parkeerplaatsen op de openbare weg te reserveren, ter gelegenheid van huwelijk, feesten, begrafenissen, verhuizingen, werken, enz.;

Overwegende de regelmatige aanvragen voor de levering en plaatsing van anti-parkeervoorzieningen, die zowel van natuurlijke personen als van private en openbare instellingen bezorgd de toegang aan de berijdbaar ingang of de integriteit van de voetpad van hun gebouw te verzekeren uitgaan;

Overwegende dat de levering en de ter beschikking stelling van verkeerstekens voor parkeerverbod, van veiligheidsvoorzieningen voor wegen en van anti-parkeervoorzieningen hebben ten gevolge stijgende lasten voor het gemeentebestuur, zowel ten opzicht van personeelskosten als ten opzichte van materiaalkosten;

Overwegende echter dat er moet overgegaan worden tot hypothesen van vrijstellingen van deze retributie voor de plaatsing en de ter beschikking stelling van verkeerstekens of veiligheidsvoorzieningen voor wegen met name wanneer deze plaatsing of deze ter beschikking stelling uitgevoerd worden in het kader van een wettelijke of reglementaire opdracht van een persoon van publiek recht en met de bedoeling om het algemeen nut te verdedigen en te promoten;

Overwogen dat verfmarteringen uit de huidige regelgeving moeten worden verwijderd en dat alleen thermoplastische markeringen moeten worden gehandhaafd;

Dat het ook nodig is om de prijzen met betrekking tot antiparkeervoorzieningen zodanig aan te passen dat de kosten voor de bewoners overeenkomen met de kostprijs van de materialen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt een retributie ingevorderd, volgens de hieronder beschreven modaliteiten, betreffende de levering en de plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen en anti-parkeervoorzieningen op wegen.

Artikel 2

Dit reglement betreft elke natuurlijke of rechtspersoon of instelling die het Gemeentebestuur verzoekt verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen of anti-parkeervoorzieningen op wegen te leveren en/of te plaatsen.

Het dient verstaan te worden onder:

1. Verkeerstekens voor parkeerverbod:

- a. E1-verkeersborden (parkeren verboden)
- b. E3-verkeersborden (stilstaan en parkeren verboden)

2. Veiligheidsvoorzieningen voor wegen:

- a. Verkeersborden
- b. Nadarhekken
- c. Knipperende oranje-gele staanlamp
- d. Knipperende oranje-gele lamp zonder voet
- e. Niet-

herbruikbaar klein materiaal zoals signalisatielint
f. Verkeerskegel voor de wegbebakening

3. Anti-parkeervoorzieningen op wegen:

-

- a. Markering van een verdrijvingsvlak op de grond
- b. Markering van het E1-verkeersbord (parkeren verboden) op de grond
- c. Markering van het E3-verkeersbord (stilstaan en parkeren verboden) op de grond
- d. Levering en plaatsing van een paaltje of andere voorziening

4. Aanvrager:

- a. de natuurlijke of rechtspersoon of instelling die het Gemeentebestuur verzoekt verkeerstekens voor parkeerverbod te leveren en te plaatsen;
- b. de natuurlijke of rechtspersoon of organisatie die het Gemeentebestuur verzoekt veiligheidsvoorzieningen voor wegen te leveren en te plaatsen;
- c. de natuurlijke of rechtspersoon of organisatie die het Gemeentebestuur verzoekt anti-parkeervoorzieningen vóór de ingang van het gebouw te leveren en te plaatsen waarvoor hij over een zakelijk recht beschikt.

5. Verdrijvingsvlak:

Markering van een verdrijvingsvlak op de grond, bestaande uit witte evenwijdige schuine strepen, afgebakend met een doorlopende witte streep, waarop bestuurders niet mogen rijden, noch stilstaan, noch parkeren, overeenkomstig art. 77.4 van Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (Wegcode) en art. 19.3 van Ministerieel Besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens (Code van de wegbeheerder);

A. Levering en plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod om parkeerplaatsen op de openbare weg te reserveren.

Artikel 3

De retributie bedraagt 50,00 EUR per verkeersteken en per dag. Dit bedrag omvat het laden, het vervoer, het plaatsen en het weghalen op de gevraagde plaatsen van het nodige signalisatiemateriaal.

Artikel 4

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon of de instelling die de dienstverlening bij het Gemeentebestuur aanvraagt.

Artikel 5

Zijn vrijgesteld van de betaling van de retributie:

- Het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;
- De Politieafdeling van Sint-Jans-Molenbeek;
- De adviesraden;
- De Molenbeekse Huisvestingsmaatschappij;
- Cocolo (adviesraad van de huurders);
- De scholen gelegen op het gemeentelijk grondgebied;
- De verenigingen van ouderraden voor de evenementen georganiseerd in het kader van hun opdrachten;
- De verenigingen, met inbegrip van de feitelijke verenigingen, de groeperingen met filantropisch, cultureel, sportief of sociaal doel die een verband hebben met de Gemeente;
- De personen, ongeacht hun vorm en natuur, die:

1. gevestigd zijn om specifiek aan behoeften van algemeen belang te voldoen met een doel anders dan industrieel of commercieel, en

2. van de juridische persoonlijkheid genieten en van wie:
- ofwel de activiteit grotendeels gefinancierd wordt door de Staat, territoriale collectiviteiten of de organismen van publiek recht;
 - ofwel het beheer onderworpen is aan een toezicht van de Staat, territoriale collectiviteiten of organismen van publiek recht;
 - ofwel meer dan de helft van de leden van het beheer-, bestuurs- of toezichtsorgaan aangesteld zijn door de Staat, de territoriale collectiviteiten of de organismen van publiek recht;
- de openbare organismen die de plaatsing van dergelijke tekens verzoeken in het kader van een opdracht voor beveiliging of onderhoud van het openbaar domein;
 - de gewestelijke of plaatselijke erkende bedrijven die als doelstelling de bouw of verhuur van sociale woningen hebben, of de bouwwerken bestemd als woning;
 - de Staat, de provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Citydev.brussels, de BGHM en de gemeentes, voor de bouwwerken bestemd als woning.

Artikel 6

Wat betreft de bepalingen voor de indiening van de aanvraag, kan verwezen worden tot het belastingsreglement op het gebruik van het openbaar domein, naargelang de verschillende gevallen die daarin beschreven zijn.

Artikel 7

De retributie dient contant betaald te worden, minstens 3 werkdagen vóór de effectieve plaatsing van de verkeerstekens, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.
De retributie is verschuldigd vanaf de dag van de afgifte van de gemeentelijke toelating aan de aanvrager.

Geen enkele terugbetaling van de retributie zal verleend worden, in geval de aanvrager zijn verzoek zou intrekken voordat de plaatsing van de verkeerstekens uitgevoerd wordt.

Artikel 8

De plaatsing van de verkeerstekens voor parkeerverbod wordt 48 uur op voorhand uitgevoerd, op voorwaarde dat de retributie binnen de verleende termijnen betaald werd door de aanvrager.

Artikel 9

Alle verkeerstekens betreffende het verbod van parkeren worden door het Gemeentebestuur geplaatst en weggehaald.

Artikel 10

Alle verkeersteken betreffende het verbod van parkeren die zonder toelating van het Gemeentebestuur worden geplaatst, zullen door de laatstgenoemde weggehaald worden.

B. Levering en plaatsing van veiligheidsvoorzieningen voor wegen.

Artikel 11

Wanneer de Gemeente om veiligheidsredenen een aangepaste signalisatie moet plaatsen, wordt een retributie van 30,00 EUR per dag en per verkeersbord vereist, alsook een bedrag van 15,00 EUR per dag en per Nadarhek dat op de openbare weg geplaatst wordt.

De plaatsing van een knipperende oranje-gele staanlamp bedraagt 25,00 EUR per dag; deze van een dergelijke lamp zonder voet bedraagt 20,00 EUR per dag.

Het gebruik van niet-herbruikbaar klein materiaal, zoals de plaatsing van een signalisatielint, wordt berekend ten bedrage van een forfaitair bedrag van 10,00 EUR, ongeacht de gebruiksduur ervan.

Voor een verkeerskegel voor de wegbebakening wordt 10,00 EUR per dag aangerekend.

Artikel 12

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon of de instelling die de dienst bij het Gemeentebestuur aanvraagt.

Artikel 13

Zijn vrijgesteld van de betaling van de retributie:

- Het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;
- De Politieafdeling van Sint-Jans-Molenbeek;
- De adviesraden;
- De Molenbeekse Huisvestingsmaatschappij;
- Cocolo (adviesraad van de huurders);
- De scholen gelegen op het grondgebied van de gemeente;
- De verenigingen van ouderraden voor de evenementen georganiseerd in het kader van hun opdrachten;
- De verenigingen, met inbegrip van de feitelijke verenigingen, de groeperingen met filantropisch, cultureel, sportief of sociaal doel die een verband hebben met de Gemeente;
- De personen, ongeacht hun vorm en natuur, die:
 1. gevestigd zijn om specifiek aan behoeften van algemeen belang te voldoen met een doel anders dan industrieel of commercieel, en
 2. van de juridische persoonlijkheid genieten en van wie:
 - ofwel de activiteit grotendeels gefinancierd wordt door de Staat, territoriale collectiviteiten of de organismen van publiek recht;
 - ofwel het beheer onderworpen is aan een toezicht van de Staat, territoriale collectiviteiten of organismen van publiek recht;
 - ofwel meer dan de helft van de leden van het beheer-, bestuurs- of toezichtsorgaan aangesteld zijn door de Staat, de territoriale collectiviteiten of de organismen van publiek recht;
- de openbare organismen die de plaatsing van dergelijke tekens verzoeken in het kader van een opdracht voor beveiliging of onderhoud van het openbaar domein;
- de gewestelijke of plaatselijke erkende bedrijven die als doelstelling de bouw of verhuur van sociale woningen hebben, of de bouwwerken bestemd als woning;
- de Staat, de provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Citydev.brussels, de BGHM en de gemeentes, voor de bouwwerken bestemd als woning.

Artikel 14

Wat betreft de bepalingen voor de indiening van de aanvraag, kan verwezen worden naar het belastingsreglement op het gebruik van het openbaar domein, naargelang de verschillende gevallen die daarin beschreven zijn.

Artikel 15

De retributie dient contant betaald te worden, minstens 3 werkdagen vóór de effectieve plaatsing van de veiligheidsvoorzieningen voor wegen, tegen voorlegging van een betalingsbewijs. De retributie is verschuldigd vanaf de dag van de bevestiging van de gemeentelijke toelating aan de aanvrager.

Geen enkele terugbetaling van de retributie zal verleend worden, in geval de aanvrager zijn verzoek intrekt voordat de plaatsing van de veiligheidsvoorzieningen voor wegen uitgevoerd wordt.

Artikel 16

Elke veiligheidsvoorziening voor wegen wordt door het Gemeentebestuur geplaatst en weggehaald.

Artikel 17

Elke veiligheidsvoorziening voor wegen die zonder toelating van het Gemeentebestuur wordt geplaatst, zal door de laatstgenoemde weggehaald worden.

C. Levering en plaatsing op de wegen van anti-parkeervoorzieningen om het hinderlijk parkeren vlakbij en voor de berijdbare toegangen of op de voetpaden te verhinderen.

Artikel 18

De anti-parkeervoorzieningen worden geplaatst op exclusief verzoek van de eigenaar of van de mede-eigenaar (op overlegging van het PV van de Algemene Vergadering dat haar bevoegd verklaart) van de berijdbare toegang of het gebouw ter hoogte waarvan de anti-parkeervoorziening gewenst is.

Artikel 19

De verschillende bestaande formules en hun prijzen zijn de volgende:

I. Grondmarkeringen in wegverf

<u>Anti-parkeervoorziening</u>	Bedrag van de retributie
1. Grondmarkering of vernieuwing van bestaande grondmarkering	
A- Markering aan één kant van de berijdbare toegang (lengte = 1,5m)	150,00 EUR
B- Markering aan de weerskanten van de berijdbare toegang (lengte = 2 X 1,5m)	300,00 EUR
C- Andere soorten grondmarkeringen	100,00 EUR per lopende meter
2. Grondmarkering van het logo E1/E3 of vernieuwing van bestaand logo E1/E3 (signalisatie betreffende de stilstand en/of het parkeren - diameter 1m)	150,00 EUR

II. Grondmarkering in thermoplastiek

<u>Anti-parkeervoorziening</u>	Bedrag van de retributie
1. Grondmarkering of opfrissing van bestaande grondmarkering	
A. Markering aan één kant van de berijdbare toegang (lengte = 1,5m)	175,00 EUR
B. Markering aan de twee zijden van de berijdbare toegang (lengte = 2 X 1,5m)	350,00 EUR
C. Andere soorten grondmarkeringen	120,00 EUR per lopende meter
2. Grondmarkering van het logo E1/E3 of opfrissing van bestaand logo E1/E3 (signalisatie betreffende de stilstand en/of het parkeren - diameter 1m)	200,00 EUR

III. Paal of ander soort voorziening

<u>Anti-parkeervoorziening</u>	Bedrag van de retributie
--------------------------------	--------------------------

<p>A. <u>Berijdbare wegen</u> Levering en plaatsing van een paaltje of een ander soort anti-parkeervoorziening uitsluitend in geval van een bestaande grondmarkering voor het verdrijvingsvlak</p>	200,00 EUR
<p>B. <u>Voetgangerszone</u> Levering en installatie van een paaltje of een ander soort anti-parkeervoorziening.</p>	150,00 EUR

Artikel 20

De natuurlijke persoon of de rechtspersoon of de instelling die de levering en de plaatsing van de anti-parkeervoorziening voor de berijdbaar toegang of voor het gebouw waarvoor hij/ze over een zakelijk recht beschikt is verschuldigd van de totale bedrag van de retributie.

Artikel 21

Voor deze retributie is geen vrijstelling mogelijk.

Artikel 22

De aanvrager dient zijn aanvraag schriftelijk in.

De aanvraagformulieren zijn beschikbaar in papieren versie bij de Onthaaldienst van het Gemeentebestuur alsook bij de gemeentedienst Mobiliteit. Deze formulieren kunnen eveneens gedownload worden via de website van de gemeente en de link "gemeentelijke reglementen".

De formulieren en documenten gevraagd voor de behandeling van de aanvraag dienen naar het Gemeentebestuur verzonden te worden, hetzij per brief naar Graaf van Vlaanderenstraat 20 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek, ter attentie van het College van Burgemeester en Schepenen, hetzij via de elektronische weg, naar het e-mailadres van de betrokken dienst.

Artikel 23

Na ontvangst van een volledige aanvraag, onderzoekt het College van Burgemeester en Schepenen de uitvoerbaarheid van deze aanvraag en neemt hiervoor een beslissing.

Artikel 24

Het College van Burgemeester en Schepenen, laat toe of weigert, soeverein, de levering en plaatsing van anti-parkeervoorzieningen, rekening houdend met de behoeften van het lokale verkeer, de configuratie van de omgeving, het advies van de gemeentelijke technische diensten en de van kracht zijnde reglementeringen.

Artikel 25

Het gemeentebestuur betekent de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen per brief aan de aanvrager betreffende de mogelijkheid van de plaatsing van de voorziening(en) en, zo nodig, de weerhouden formule en het bedrag van de retributie. Dit schrijven wordt vergezeld door een uitnodiging tot betaling met vermelding van de termijnen en modaliteiten van de betaling van de retributie.

De retributie is verschuldigd vanaf de betekening van het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij het verzoek is toegewezen.

Bij de niet-betaling van de retributie op de vervaldatum vermeld op de uitnodiging tot betaling, wordt/worden de voorziening(en) verleend door het College van Burgemeester en Schepenen niet geplaatst.

Er wordt geen terugbetaling van de retributie verleend in de veronderstelling dat de aanvrager zou afzien van zijn aanvraag voordat de plaatsing van de voorzieningen plaatsvindt.

Artikel 26

De anti-parkeervoorziening(en) wordt/worden geplaatst, door het Gemeentebestuur of zijn aannemer, in de loop van de maand die volgt op de ontvangst van de betaling, uitgezonderd bij onvoorziene omstandigheden onafhankelijk van de wil van de gemeente, waaronder weersomstandigheden.

Artikel 27

Elke zonder toelating geplaatste anti-parkeervoorziening wordt weggehaald door het Gemeentebestuur of zijn aannemer.

Artikel 28

De Gemeente gaat over tot het weghalen van alle anti-parkeervoorziening die zouden beschadigd zijn door mensen, objecten of de natuur.

Het Gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om ambtshalve over te gaan tot de opfrissing van markeringen op de kosten van mensen aan wie het onderhoud en het behoud toekomt van de properheid van de voetpaden en bermen krachtens het Algemeen Politierglement, in geval deze markeringen onzichtbaar worden, om te vermijden dat de anti-parkeervoorziening die door een markering type verdrijvingsvlak niet wordt gesignaleerd een gevaar vormt voor de gebruikers van

de openbare weg.

Artikel 29

De levering van de anti-parkeervoorzieningen gebeurt bij wijze van gunst; dit kan steeds ingetrokken worden, via gemotiveerd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen. In dit geval worden de paaltjes en/of grondmarkeringen ambtshalve weggehaald door het Gemeentebestuur, op zijn kosten.

Artikel 30

De anti-parkeervoorzieningen kunnen eveneens op verzoek van de aanvrager (eigenaar of mede-eigendom) weggehaald worden, zonder terugbetaling van de retributie, na positief besluit van het College van Burgemeester en Schepenen. De aanvrager dient evenwel de kosten voor het weghalen te betalen.

Artikel 31

De kosten voor het weghalen, de oprissing van de voorziening(en) en voor het herstel van de wegen worden gedragen door de eigenaar/het mede-eigendom zullen door de eigenaar/mede-eigendom die/dat op het ogenblik van het weghalen of het herstel van de voorziening(en) over een zakelijk recht beschikt op de berijdbare toegang of op het gebouw gelegen ter hoogte van de voorziening. De kosten worden berekend conform het van kracht zijnde gemeentelijk reglement betreffende de terugwinning van de interventiekosten van de gemeentelijke diensten of op basis van de factuur van zijn ondernemer.

Artikel 32

Wanneer de aanvrager niet langer te maken heeft met de berijdbare toegang of het beschermde voetpad via een voorziening geplaatst door het Gemeentebestuur, bijvoorbeeld in geval van verkoop van de garage waarvan de berijdbare toegang te maken heeft met de anti-parkeervoorziening, dient hij dit schriftelijk mee te delen aan het Gemeentebestuur alsook aan de koper van het goed. De verantwoordelijkheid van de voorziening wordt dan overgedragen aan de nieuwe eigenaar of het nieuwe mede-eigendom.

Artikel 33

Dit reglement heft op en vervangt, vanaf zijn inwerkingtreding, het reglement tot vaststelling van de retributie op de technische dienstverlening bewezen door het gemeentebestuur, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 21 juni 2017.

12 **Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Ben Salah, conseiller communal indépendant, pour un projet pilote de semaine de travail de quatre jours sans diminution de salaire pour le personnel communal de Molenbeek - Report du 29/05/2024.**

LE CONSEIL,

Dans un monde en perpétuelle évolution, où les impératifs économiques cohabitent avec les aspirations légitimes à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et personnelle, la question de la réduction du temps de travail émerge comme une nécessité urgente. Ainsi, au sein du Conseil Communal de Molenbeek, la proposition d'un projet pilote visant à instaurer une semaine de travail de quatre jours, sans diminution de salaire pour le personnel communal, se pose comme une réponse novatrice et pragmatique aux défis contemporains.

La reconnaissance croissante de l'importance du bien-être des employés comme moteur de performance et de satisfaction au travail constitue le fondement de cette motion. En effet, la semaine de travail de quatre jours est désormais reconnue comme un levier efficace pour améliorer la qualité de vie des travailleurs, réduire le stress, et prévenir les risques de burn-out. Les preuves empiriques issues d'expérimentations menées à l'échelle internationale confirment les bénéfices tangibles de cette mesure, tant pour les individus que pour les organisations.

Par ailleurs, l'initiative s'inscrit dans une perspective de modernisation des pratiques de travail, adaptées aux réalités économiques et sociales contemporaines, marquées par la digitalisation et les mutations technologiques. Dans un contexte où la Belgique fait face à une augmentation structurelle des cas de maladies de longue durée, notamment liées au stress professionnel, l'urgence d'agir pour

préserver la santé mentale et physique des travailleurs est indéniable.

Enfin, conscient du rôle central des services publics dans la vie quotidienne des citoyens, le Conseil Communal de Molenbeek aspire à garantir la continuité et la qualité des prestations offertes à la population. C'est dans cette optique que s'inscrit la proposition d'un projet pilote, qui vise non seulement à améliorer le bien-être des employés, mais également à optimiser l'efficacité et la productivité des services aux citoyens.

Ainsi, à travers cette motion, le Conseil Communal exprime sa volonté d'engager une démarche résolument tournée vers l'avenir, fondée sur le respect des droits des travailleurs, la promotion de la qualité de vie au travail, et la recherche constante de l'excellence dans la prestation des services publics.

Considérant que l'amélioration du bien-être des employés est une priorité, et que la semaine de travail de quatre jours peut significativement contribuer à cette amélioration ;

Considérant les bénéfices prouvés de la réduction du temps de travail, notamment la diminution du stress, la prévention du burn-out et l'augmentation de la satisfaction au travail ;

Considérant les exemples internationaux et européens de réduction du temps de travail, notamment les initiatives de semaine de travail de quatre jours qui ont démontré des résultats positifs sur le bien-être des travailleurs et la productivité ;

Considérant que, selon une étude menée en Islande, les essais de semaine de quatre jours ont montré une augmentation du bien-être des travailleurs, une réduction de la fatigue et une productivité maintenue ou améliorée ;

Considérant que, selon une enquête réalisée par l'Université de Cambridge, 71% des employés ayant testé la semaine de quatre jours ont signalé une réduction de l'épuisement professionnel et une amélioration de leur qualité de vie ;

Considérant que le projet pourrait également contribuer à la création d'emplois supplémentaires et à la réduction du chômage local par la redistribution des heures de travail ;

Considérant que les essais de semaine de quatre jours en Nouvelle-Zélande ont conduit à une augmentation de 20% de la productivité des employés et à une réduction de 7% de l'absentéisme ;

Considérant la nécessité d'adapter les pratiques de travail aux réalités économiques et sociales contemporaines, en particulier dans le contexte de la numérisation et des évolutions technologiques rapides ;

Considérant que la Belgique connaît une augmentation structurelle du nombre de malades de longue durée, avec plus de 500 000 personnes aujourd'hui contre 250 000 en 2008, et que ce chiffre pourrait atteindre près de 600 000 avant de diminuer légèrement à partir de 2035 ;

Considérant que les troubles mentaux et du comportement concernent près de 180 000 travailleurs, dont 117 000 personnes en burn-out ou en dépression, et que les maladies du système ostéoarticulaire et des muscles concernent 145 000 personnes ;

Considérant que l'épuisement professionnel et la dépression à long terme ont augmenté de 46 % entre 2016 et 2022, affectant principalement les travailleurs âgés de 50 à 64 ans, ce qui souligne le besoin d'une réforme pour cette tranche d'âge ;

Considérant que le vieillissement de la population est en lien direct avec ce phénomène et que les femmes sont surreprésentées, pesant plus des deux tiers des personnes en invalidité pour cause d'épuisement professionnel ou de dépression ;

DECIDE :

Article unique :

De demander au Collège :

- De lancer un projet pilote de semaine de travail de quatre jours pour le personnel communal de Molenbeek, sans diminution de salaire, pour une durée de deux ans.
- De planifier une phase de préparation de six mois incluant la consultation des partenaires

sociaux (syndicats et représentants du personnel), l'évaluation des besoins spécifiques des services communaux, et l'élaboration d'un plan de communication.

- De mettre en œuvre la semaine de travail de quatre jours de manière progressive sur une période de dix-huit mois, avec un suivi régulier des impacts sur la productivité, le bien-être des employés et la qualité des services publics.
- D'accompagner les équipes de gestion dans l'optimisation de l'organisation du travail en fonction des nouveaux horaires, en fournissant des formations et des ressources nécessaires.
- De procéder à une évaluation approfondie à la fin de la période pilote, afin de mesurer les résultats par rapport aux objectifs fixés et de formuler des recommandations pour une éventuelle généralisation de la mesure.
- D'informer régulièrement le Conseil communal des progrès et des résultats du projet pilote, en s'assurant que toutes les parties prenantes soient tenues au courant des développements et des impacts.
- D'activer les réseaux de quartier (associations et acteurs économiques) pour sensibiliser et informer sur le projet, en utilisant des canaux de communication diversifiés, y compris les réseaux sociaux, les publications locales et les réunions communautaires.

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de heer Ben Salah, onafhankelijk gemeenteraadslid, voor een proefproject voor een vierdaagse werkweek zonder salarisvermindering voor het gemeentepersoneel van Molenbeek - Uitstel van 29/05/2024.

13 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, Conseiller communal Indépendant, relative au bilan concernant l'utilisation de la Scan Car et des horodateurs nouvelle génération à Molenbeek - Report du 24/04/2024 - Report du 29/05/2024.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

Monsieur l'Échevin de la Mobilité,

Trois ans se sont écoulés depuis l'intégration des Scan Cars et l'installation des horodateurs de nouvelle génération dans notre commune de Molenbeek. Cet investissement avait pour ambition de moderniser la gestion du stationnement, en visant à améliorer la qualité de vie des résidents tout en dissuadant le stationnement prolongé des véhicules non résidents, souvent décrits comme des "voitures ventouses".

Aujourd'hui, face à cette assemblée et aux citoyens de Molenbeek, je souhaite aborder le bilan de cette initiative. Cette démarche de modernisation, annoncée avec enthousiasme et portée par une vision claire de la mobilité et du vivre-ensemble, mérite une évaluation transparente et détaillée de ses impacts.

Ma question centrale est la suivante : Pourriez-vous nous présenter un bilan complet de l'utilisation de la Scan Car et des horodateurs nouvelle génération, depuis leur mise en service ? Ce bilan devrait idéalement inclure :

1. **Les Sommes Perçues** : Une comparaison des revenus générés par les contraventions pour stationnement avant et après l'implémentation de ces technologies. Cela nous permettrait d'évaluer l'efficacité financière de l'investissement.
2. **L'Impact sur le Stationnement** : Des données sur l'évolution du stationnement dans la commune. L'objectif initial était de réduire les voitures ventouses. Quels effets avons-nous

observés sur le stationnement des non-résidents et la disponibilité des places pour les Molenbeekois ?

3. **La Satisfaction des Résidents** : *Avez-vous des retours sur la perception des habitants concernant ces changements ? L'accès facilité aux places de stationnement et la simplification des procédures ont-ils amélioré leur quotidien ?*
4. **Les Défis et Ajustements** : *Tout projet d'envergure rencontre ses défis. Quels ajustements ont été nécessaires pour optimiser l'utilisation de la Scan Car et des horodateurs ? Y a-t-il eu des difficultés particulières à surmonter ?*

Monsieur l'Échevin, votre réponse à ces points nous permettra non seulement de mesurer les succès de cette initiative, mais aussi d'identifier les axes d'amélioration pour les politiques de mobilité à venir. L'objectif final étant toujours de rendre Molenbeek plus accueillante, plus accessible, et plus agréable pour tous ses résidents.

Je vous remercie pour votre attention et votre engagement en faveur d'une mobilité durable et efficace à Molenbeek.

Cordialement.

Rachid Ben Salah

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie van de heer Ben Salah, onafhankelijk Gemeenteraadslid, over de evaluatie van het gebruik van Scan Car en nieuwe generatie parkeermeters in Molenbeek - Uitstel van 24/04/2024 - Uitstel van 29/05/2024.

- 14 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Addi, Conseillère communale PTB*PVDA, relative à la suppression des places de parking dans le quartier Maritime et la mutualisation de parkings hors voiries - Report du 29/05/2024.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

Nous avons pu lire dans [la presse](#) qu'à la rue Picard 137 places seront supprimées.

Si je comprend bien, la commune et l'échevin de la mobilité ne sont pas opposé en soi au tram, mais émettent des doutes quant à la forme actuelle des aménagements. On peut lire également que la commune a rendu un avis négatif motivé.

- **A quelle occasion cet avis a été émis? (et peut-on recevoir cet avis?)**
- **Pourriez-vous présenter brièvement le contenu de cet avis négatif?**
- **Des différentes variantes d'aménagement présentées de la rue picard, quelle est la variante que propose la commune?**

Tour & Taxis est au moins partiellement responsable de la pression de stationnement dans Maritime. Ils doivent donc contribuer à la solution.

Il y a des dizaines, voire centaines de places libres. Quelle absurdité: on préfère des places de parking vides mais payantes à une solution pour les riverains.

On peut lire dans la presse que la Région négocie avec Tour & Taxis pour mettre une partie de ces places de parking à disposition des riverains, mais ces places seront payantes. D'un autre côté, le nouveau contrat de gestion de Parking Brussels oblige de chercher des places hors voiries quand il y a des places supprimées dans des zones à haute pression de stationnement, ce qui est le cas ici.

Le PTB propose que Tour & Taxis ouvre des places de son parking aux riverains qui ont une carte de riverains.

- **Quelle est la position de la commune sur le tarif de ces places?**
- **Est-ce que la Région a contacté KBC, BePark ou les autres parkings de la zone?**
- **Est-ce que la commune est prête à mutualiser les places de parking du Centre Communautaire Maritime?**

Et finalement, il y a pas si longtemps, le conseil a décidé d'une commission pour étudier la mutualisation des places de parking. Mais jusqu'à présent aucune convocation nous a été transmise.

- **Pouvez-vous vous engager à convoquer cette commission et fixer dès à présent une date ?**

Merci pour vos réponses,

Hind Addi, conseillère communale PTB-PVDA

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie van Mevrouw Addi, gemeenteraadslid PTB*PVDA, over het schrappen van parkeerplaatsen in de wijk Maritiem en het delen van parkeerplaatsen buiten de straat - Uitstel van 29/05/2024.